



5^e rencontre nationale
de Fabrique Territoires Santé

ALIMENTATION ET SANTÉ : LA TERRITORIALISATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Bordeaux, 17 janvier 2020



RETOUR SUR...

Sommaire

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Ouverture 4

Didier Febvrel, médecin de santé publique, président de Fabrique Territoires Santé

Anne Walryck, vice-présidente de Bordeaux Métropole et adjointe au maire de Bordeaux, chargée du défi climatique, de la transition écologique

Partie 1. Territorialisation de l'alimentation et de la santé : contexte et enjeux 12

Yuna Chiffolleau, directrice de recherche et coordinatrice de l'étude nationale sur la reterritorialisation de l'alimentation, Inrae

Gilles Maréchal, chercheur associé, Terralim, Umr Eso

Partie 2. La place des citoyen·nes dans les politiques de santé et d'alimentation 21

Jean-Luc Brustis, directeur régional Sud-Ouest, les Petits Frères des Pauvres

Lola Guillot, ingénieure, membre d'Ingénieurs sans frontières

Delphine Schemer, animatrice de réseau de solidarité, Secours Catholique-Caritas France

Boris Tavernier, délégué général, Fédération Vrac National

Viviane Tirlicien, militante, ATD Quart-Monde

Maylis Zamblera, ingénieure, membre d'Ingénieurs sans frontières

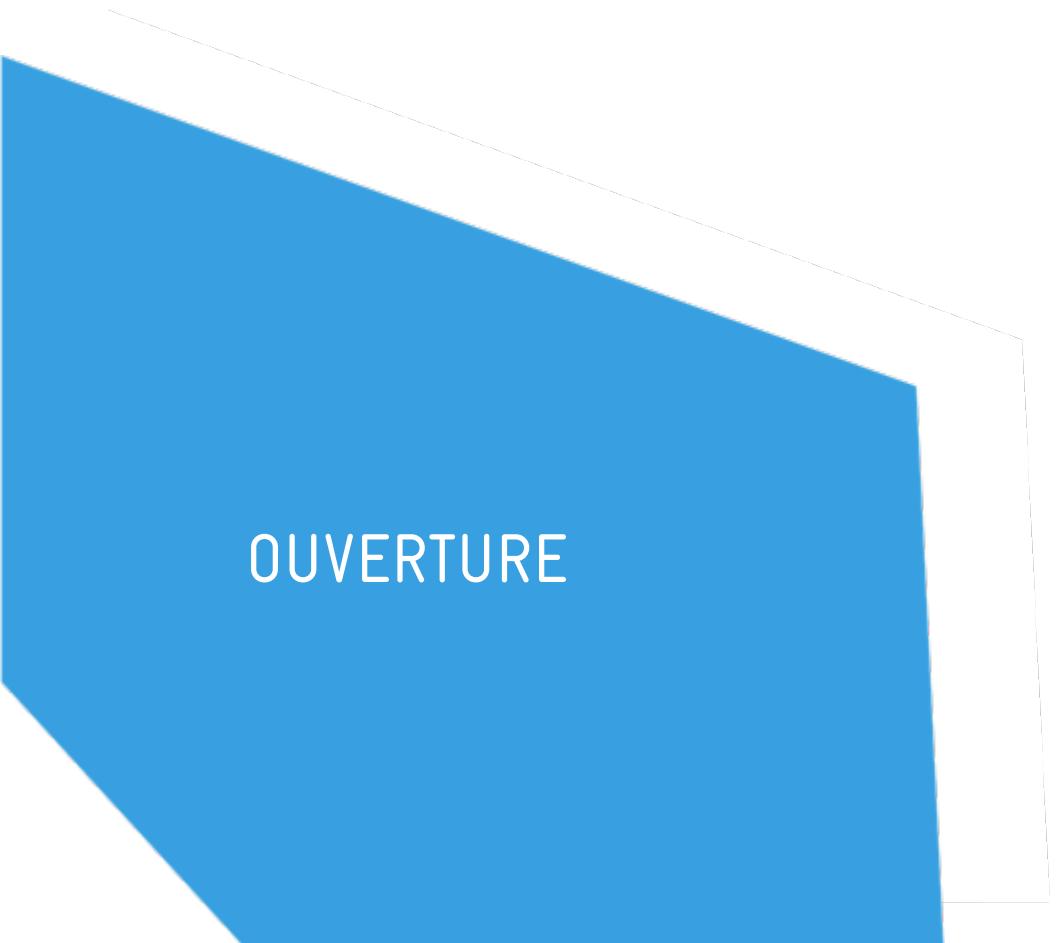


RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE

« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Partie 3. Retour sur les ateliers	40
Atelier 1. Du national au local, les dynamiques alimentaires face aux dynamiques de santé : quelles articulations politiques et opérationnelles ?	40
Nathalie Deredempt, chargée de mission Alimentation, santé/environnement, DREAL Nouvelle-Aquitaine	
Marion Elissalde, Chargée de mission prévention, promotion de la santé, ARS Nouvelle-Aquitaine	
Valérie Merle, Responsable de l'unité alimentation, DRAAF Nouvelle-Aquitaine.	
Marie-Martine Poirot, Directrice du Pôle de développement territorial, Communauté d'agglomération du Douaisis	
Atelier 2. L'accessibilité à une alimentation de qualité : quelle offre prioriser et comment la rééquilibrer localement ?	45
Benoît Guérard, directeur, association Pays Terres de Lorraine	
Boris Tavernier, directeur Vrac National	
Viviane Tirlicien, Militante ATD Quart-Monde	
Atelier 3. Les prérogatives des collectivités et leurs regroupements face aux enjeux alimentaires et de santé : quelles organisations des services privilégiés ?	50
Marie-Agnès Brandy, chargée de mission Circuits courts /Alimentation, PETR Midi-Quercy	
Anne Brissard, chargée de mission, Contrat Local de Santé métropolitain, Bordeaux Métropole	
Morgane Scouarnec, chargée de mission Gouvernance alimentaire, Bordeaux Métropole	
Atelier 4. Concilier les enjeux économiques, sociaux, sanitaires et culturels : pourquoi construire un projet de territoire autour de l'alimentation ?	55
Guillaume Chambelland, chef de projet Transition alimentaire, Gip GPV Rive Droite et chercheur associé, CNRS	
Pascal Miniconi, chargé de mission et animateur territorial, Ireps Corse	



OUVERTURE



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Anne Walryck

Vice-présidente de Bordeaux Métropole et adjointe au maire de Bordeaux, chargée du défi climatique, de la transition écologique

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, au nom du président de Bordeaux Métropole et du maire de Bordeaux, je vous souhaite la bienvenue dans notre belle ville.

Je vais en introduction témoigner de ce que nous essayons de faire avec l'ensemble des acteurs à Bordeaux sur le thème qui nous réunit aujourd'hui, c'est-à-dire l'alimentation, le lien avec la santé et puis la territorialisation des politiques.

Je ne vais pas être très longue, je me bornerai à citer les deux documents cadres qui nous permettent d'agir dans ce domaine.

Nous avons d'une part, pendant deux ans, co-construit avec l'ensemble des forces vives et des citoyens, notre feuille de route pour faire de Bordeaux une métropole et une ville durables à haute qualité de vie, avec des ambitions qui ont été fortement rehaussées compte tenu de l'urgence climatique, avec un nouveau plan d'action qui porte la volonté de vraiment s'engager plus fortement encore sur cette problématique de la santé et de l'alimentation. A ce titre, nous avons pendant deux ans co-construit le contrat local de santé métropolitain en co-pilotage avec l'Agence régionale de santé et l'ensemble des acteurs, sachant que la Ville de Bordeaux en est à son deuxième contrat local de santé.

Cette feuille de route, que nous avons signée récemment, comporte une vingtaine d'actions très opérationnelles, très concrètes, menées avec l'ensemble des acteurs territoriaux, dont l'accessibilité pour tous à une alimentation saine et durable.

L'alimentation est un déterminant évidemment extrêmement important de la santé, donc nous avons décidé d'aller encore plus de l'avant dans ces différentes actions.

Je salue toutes les associations qui sont parties prenantes de cette démarche et de cette politique volontariste. Nous soutenons d'ailleurs - au travers d'appels à projets - un certain nombre de ces associations qui œuvrent dans ce domaine avec des beaux projets à la clé, on en reparlera certainement à l'occasion des ateliers.

Nous sommes, comme à peu près deux cents villes, signataires du pacte de politique alimentaire urbaine, le pacte de Milan, tant la Ville de Bordeaux que Bordeaux Métropole. Nous sommes très engagés dans cette dynamique qui consiste à croiser les regards sur ces différents enjeux et, surtout, faire en sorte que l'ensemble de nos politiques soient vraiment innervées par l'ensemble de ces enjeux qui sont fondamentaux, au travers de deux leviers essentiels.

Il y a évidemment le levier de l'accompagnement aux changements des comportements, la sensibilisation aux politiques de prévention. Pour ce faire, nous disposons d'un certain nombre d'outils que nous mettons en œuvre grâce aux partenariats avec de nombreuses associations. Mais je n'oublie pas le domaine de la recherche et de l'enseignement qui est extrêmement précieux et avec qui nous essayons de travailler main dans la main. Nous faisons des expositions, des



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

animations à la Maison éco-citoyenne, des ateliers de travail, nous organisons un certain nombre d'événements. Nous avons également depuis déjà plusieurs années un bras armé de sensibilisation de nos enfants avec les Juniors du développement durable, un des axes sur lesquels les enfants, les enseignants s'investissent chaque année. Nous sommes aussi très engagés sur la lutte contre le gaspillage alimentaire, bien entendu, et puis nous avons une politique un peu plus structurelle avec des leviers d'action qui consistent à nous engager dans l'amélioration de la logistique alimentaire, le développement des circuits courts, la réintroduction de l'agriculture urbaine de proximité et de qualité sur le territoire de la ville et de la métropole avec un plan d'action qui a été voté il y a un peu plus d'un an.

Le foncier, également, pour pouvoir donner un peu de respiration et la capacité à des agriculteurs de venir se réimplanter en territoire (...).

Et, bien entendu, le levier de la commande publique est essentiel dans ce cadre-là. Je citerai l'exemple du Sivu, la structure commune à la ville de Bordeaux et à la ville de Mérignac, qui est très engagé sur un plan environnemental avec un Agenda 21 qui date de nombreuses années. Grâce à la commande publique, nous pouvons orienter et permettre que deux millions de repas soient annuellement distribués dans nos écoles à Bordeaux et à Mérignac, dans les Ehpad, y compris le portage de repas à domicile. Nous avons, par ce biais, la capacité à avoir dans les assiettes de nos enfants des produits de qualité, des produits locaux, des produits de saison et puis toute une dimension pédagogique dans les écoles qui se fait depuis quelques années.

Voilà ce que je voulais vous donner en témoignage. Je ne pourrai malheureusement pas rester avec vous au-delà de cette séance d'introduction mais je vous souhaite une bonne journée, de beaux échanges au travers de tous les ateliers qui vont se dérouler dans la journée. Merci de votre initiative.

Didier Febvrel

Médecin de santé publique, président de Fabrique Territoires Santé

Mesdames, messieurs, cher·es ami·es, je dois tout d'abord remercier la Ville de Bordeaux, représentée par ses élus, Madame Walryck – vice-présidente de Bordeaux Métropole, adjointe au maire de Bordeaux chargée du défi climatique, de la transition écologique – et Monsieur Brugère – adjoint au maire de Bordeaux, chargé de la santé, des seniors, du bien vieillir – (excusé), pour leur hospitalité.

Merci aux services de la Ville de Bordeaux qui se sont fortement impliqués pour l'organisation, notamment le pôle santé, merci Sophie Lescure, Marion Claire, Noémie Bossard, Morgane Scouarnec. Remercier aussi l'Ireps, l'instance régionale d'éducation et de promotion de la santé et son antenne de la Gironde, qui constitue pour cette conférence nationale le point d'ancrage néo-aquitain de la Fabrique. Tous les deux ans, pour nos rencontres nationales, nous tenons, pour nous aider à les construire, à nous appuyer sur un comité d'organisation composé de partenaires locaux. Un merci chaleureux à tous les membres du comité d'organisation. Je citerai des structures, l'Ireps que je viens de nommer, la Ville, la Métropole, la DRÉAL (direction régionale de l'Environnement, de



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

l'Aménagement et du Logement), la DRAAF (direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt), l'ARS (Agence régionale de santé), Pays et quartiers de Nouvelle-Aquitaine, le Rnpat (Réseau national pour un projet alimentaire territorial). Merci beaucoup à ce comité d'organisation, animé par Arnaud Wiehn, Lilia Santana et Clémentine Motard de la Fabrique, pour avoir dessiné le contenu de cette rencontre. En tant que président, je remercie les administrateur·rices et adhérent·es de la Fabrique qui se sont investi·es. Vous n'êtes pas sans savoir que l'on a subi quelques vicissitudes liées aux grèves avec des conséquences plus ou moins directes sur notre organisation. Certain·es participant·es ont annulé leur participation, nous nous sommes adaptés, nous avons adapté le programme en conséquence.

Fabrique Territoires Santé est une plateforme nationale de ressources pour toutes celles et tous ceux qui fabriquent des dynamiques territoriales de santé coordonnées et animées sur les territoires quels qu'ils soient. L'histoire de Fabrique Territoires Santé date d'une dizaine d'années, avec l'avènement des ateliers santé ville implantés dans les quartiers politique de la ville, donc liés à la politique de la ville. S'est créée à l'époque la Plateforme nationale de ressources des ateliers santé ville qui est devenue Fabrique Territoires Santé en 2017. Considérant la diversification des coordinations multiples, notamment dans les contrats locaux de santé, dans les conseils locaux de santé mentale et considérant que les problématiques de santé se posent aussi ailleurs que dans les quartiers politique de la ville. Tout en préservant un ancrage fort dans ces quartiers, nous avons largement ouvert notre champ à toutes celles et tous ceux qui essayent vainement au quotidien, avec des réussites, des difficultés, de fabriquer des dynamiques de santé et d'améliorer la santé des personnes et des populations.

Les missions de Fabrique Territoires Santé, sont en premier lieu de faire du lien, de donner la possibilité d'être relié, de rassembler les énergies, les initiatives, et de constituer un réseau national référent pour les acteurs locaux, régionaux et nationaux. Donc mieux se connaître, partager des savoirs, des expériences, échanger des pratiques et des réflexions. La rencontre d'aujourd'hui en est une des illustrations en termes d'activités. Nous avons aussi des journées d'échanges de pratiques, un site Internet, une newsletter, un forum, et j'en passe. Nous tentons aussi de favoriser la qualité des programmes et des projets menés sur les territoires. Nous poursuivons un travail de capitalisation autour des ateliers santé ville, des dynamiques territoriales de santé avec leurs outils, méthodes et actions. Nous valorisons les acquis en termes de démarches qui fonctionnent – nous ne sommes pas les seuls à le faire – comme celles des ateliers santé ville, et en termes de connaissance des situations sanitaires et sociales sur les territoires. Nous soutenons aussi les échanges de pratiques et d'analyse à l'échelle nationale et régionale, contribuant ainsi à la réflexion sur la promotion de la santé et la réduction des inégalités sociales et territoriales de la santé. Ce n'est pas toujours simple.

Il s'agit aussi, évidemment, de constituer une force de propositions et de ressources pour la recherche, l'innovation et l'expérimentation, et tenter, comme toute association digne de ce nom, d'essayer de construire et de produire des plaidoyers pour une conception ouverte de la promotion de la santé sur les territoires.



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Nous produisons chaque année des dossiers ressources sur un certain nombre de thématiques. Justement, je prends cet exemple parce que cette journée est fondée sur un dossier ressources que nous avons réalisé sur l'alimentation et la santé. Ce qui est important pour nous, c'est de relier activités et dossiers ressources pour les faire vivre aussi à travers ce genre de rencontres de manière à ce qu'ils aient une continuité et un prolongement.

L'ADN de notre association c'est de faciliter les alliances locales autour de la promotion de la santé, la promotion de la santé entendue comme démarche systémique qui prend en compte l'ensemble des déterminants de la santé dont l'alimentation, qui est, comme l'a rappelé Mme Walryck, un des déterminants de santé essentiel.

Quand on parle d'alliances locales, c'est parce que, à l'évidence, quand nous, du domaine de la santé, repérons l'alimentation comme étant un déterminant majeur de la santé, nous prenons conscience que ce n'est pas à nous seuls de piloter l'ensemble de la politique autour de l'alimentation. En revanche, nous restons très vigilants : nous savons qu'une politique alimentaire peut être favorable à la santé, mais elle peut aussi être défavorable selon son contenu et ses modalités. Du coup ça nous intéresse.

Il faut aussi faciliter les alliances propices à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé, c'est très important pour nous, qui restent très marquées en France. Dans toutes les analyses sur l'état de santé des Français, nous constatons que la question des inégalités sociales et territoriales de santé reste majeure. C'est pour cela que nous gardons un ancrage très fort dans les quartiers politique de la ville parce que c'est aussi là que se concentrent des inégalités de santé. Ceci est bien mis en évidence avec la nouvelle géographie des quartiers politique de la ville autour de la question des revenus.

Évidemment, quand on s'intéresse à la réduction des inégalités sociales de santé, on va se préoccuper des réponses qui, malgré leurs bonnes intentions, pourraient creuser ces inégalités.

Il faut faire attention à ce que toute mesure soit jugée à l'aune de ces inégalités de façon à les réduire au maximum et surtout à ne pas les creuser. Par exemple, pour ce qui nous concerne, l'accessibilité à toutes et tous d'une alimentation favorable à la santé est un bon exemple parce qu'il faut aussi se préoccuper des questions d'accessibilité pour les habitant·es des quartiers politique de la ville ou du milieu rural précaire, par exemple.

Puis, parce que c'est aussi notre ADN, il faut associer pleinement les habitant·es, les citoyen·nes à ces dynamiques, donc faire en sorte que tous les acteurs et actrices impliqué·es dans cette fabrique de dynamiques travaillent ensemble.

Aujourd'hui, dans les textes législatifs, institutionnels, dans les documents de communication, dans les intentions, le lien est toujours fait entre l'alimentation et la santé. Mme Walryck vient de l'illustrer, nous savons que, dans toutes les communes de France, la question de l'alimentation, et du coup du lien avec la santé, devient de plus en plus une préoccupation des collectivités et des municipalités. Nous sommes assez contents de voir aujourd'hui que dans les lois de santé les institutions se positionnent dans ce sens.



RETOUR SUR...

—
5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Je voudrais aussi insister sur le fait que la Fabrique Territoires Santé travaille depuis longtemps sur la territorialisation des politiques de santé, cela fait partie de nos principes d'action, nous sommes très attachés au fait que la santé se fabrique d'abord dans les territoires. Nous l'avons vu avec les ateliers santé ville, les contrats locaux de santé et autres, comme les communautés professionnelles territoriales de santé.

Nous pouvons constater qu'il y a une reterritorialisation des politiques de santé ces dernières années, notamment avec la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires ou la loi d'amélioration du système de santé où la question de la territorialisation de la santé est une préoccupation majeure. Elle est incarnée, à l'époque, par la création des agences régionales de santé qui pilotent les questions de santé au niveau régional, avec l'apparition de multiples objets, dispositifs locaux ou territoriaux poussés par l'État, plus ou moins investis par les pouvoirs publics localement, plus ou moins animés, plus ou moins coordonnés.

Les collectivités territoriales sont impliquées plus ou moins étroitement selon les régions. Leur rôle doit être mis en avant et au centre de la réflexion. Il ne faut pas oublier que les collectivités territoriales peuvent actionner des leviers importants dans beaucoup de domaines, et notamment celui de l'alimentation et de la santé, à leur échelle, en partenariat, en lien avec, en évitant évidemment les cloisonnements. Elles sont incontournables pour structurer des dynamiques locales. Pour aider et soutenir les démarches citoyennes et associatives qui sont nombreuses et qui sont mises ici en avant à juste titre. Le lien entre le rôle de l'État, le rôle des collectivités territoriales et le rôle des citoyens doit être appuyé dans une alliance qui nous paraît essentielle. Apparaissent ainsi depuis quelques années, dans la foulée des ateliers santé ville, des dynamiques territoriales qui visent à fédérer des acteurs autour de contrats, de conseils, de plateformes ou de communautés professionnelles.

Est-ce que ce mouvement de reterritorialisation est la solution face à l'ultra-sectorisation des politiques publiques françaises ou l'effet millefeuille de multiples organismes et collectivités qui concourent potentiellement aux dynamiques de santé ? C'est une question qui est toujours présente. On voit bien aussi, qu'à travers de multiples dimensions, l'alimentation apparaît comme une métathématique qui vient télescopier notre questionnement sur la question de la santé et incarner la complexité de l'exercice qui vise à promouvoir le bien-être d'un groupe, quel qu'il soit. Il s'agit non plus seulement pour les opérateurs dits de santé ou investis largement en matière de bien-être de favoriser des bonnes pratiques nutritionnelles ou d'activité physique, mais d'appréhender globalement et en cohérence les multiples enjeux écologiques, économiques, culturels, sociaux et évidemment sanitaires qui touchent aux enjeux alimentaires. Au-delà, ce sont donc tous les acteur·rices et les décisionnaires qui ont à concilier des enjeux jusque-là étanches, comme par exemple l'évolution des principes d'urbanisation ou l'évolution des modes de production ou de culture.

Voilà qui résume l'esprit à la fois de notre dossier ressources et de cette rencontre.

Les objectifs de cette journée se concentrent autour de plusieurs questions. Comment la santé publique participe-t-elle à ce mouvement de reterritorialisation de l'alimentation ? Comment s'articulent nationalement et localement les dynamiques de santé et celles de l'alimentation ? Dans une



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

perspective de promotion de la santé, est-ce que les démarches territoriales à l'œuvre contribuent à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé ? Quelle est la place des habitant·es et des associations dans les politiques publiques d'alimentation et de santé ? Comment sont pris en compte les besoins de la population, notamment en précarité alimentaire ? Comment rééquilibrer les stratégies entre les changements de comportements individuels et les leviers d'action sur la production, l'offre, l'accès pour toutes et tous à une alimentation saine et de qualité ? Voilà les questions qui fondent nos échanges en plénière et en ateliers.

Yuna Chiffolleau devait intervenir aujourd'hui mais n'a pas pu être présente. Nous allons donc visualiser une intervention qu'elle a faite lors d'un colloque similaire sur les évolutions des politiques alimentaires qui connaissent elles aussi, d'après elle, un puissant mouvement de reterritorialisation. Je mettrai ensuite ses propos en perspective autour de la question : est-ce que ces évolutions qu'elle met en lumière sont comparables à nos évolutions et est-ce qu'elles coïncident dans les deux champs alimentation et santé ? Sont-elles bénéfiques particulièrement pour la réduction des inégalités de santé ? Nous aurons un court échange et nous irons ensuite en ateliers, quatre ateliers thématiques.

L'atelier 1 interroge les articulations politiques et opérationnelles, autour du national et du local, des dynamiques alimentaires face aux dynamiques de santé. C'est donner à voir et interroger les passerelles, les coordinations, les articulations possibles entre la santé et l'alimentation, quelles que soient les échelles des politiques publiques, des schémas régionaux, etc. Interroger en quoi le cadre national ou sa déclinaison régionale constituent un point d'appui pour la mise en place de politiques locales et montrer que les initiatives locales portées par la société civile ou par des collectivités territoriales peuvent se mettre en place indépendamment de l'existence d'un cadre national, et ainsi expérimenter de nouvelles façons de penser le développement d'un territoire ou de lutter contre les inégalités.

L'atelier 2 porte la question de l'accessibilité à une alimentation de qualité. Quelle offre prioriser et comment la rééquilibrer localement ? Il s'agit de donner à voir des expériences et démarches conduites à l'échelle locale afin de renforcer l'accessibilité locale à une alimentation de qualité. Mettre en lumière les spécificités propres aux quartiers prioritaires, au rural ou à l'urbain. Interroger la notion de service public et de désert alimentaire en lien avec les politiques alimentaires. La notion de désert alimentaire renvoie aussi à celle d'une offre minimale de produits de qualité : faut-il une sécurité sociale alimentaire ? Comment lutter contre ces déserts ? Définir aussi des typologies de services : accès aux matières premières, aux plats cuisinés, à la restauration collective, etc. Également, définir et préciser des critères de qualité : frais, local, bio, raisonné.

L'atelier 3 tourne autour des prérogatives des collectivités territoriales et de leur regroupement face aux enjeux alimentaires et de santé. Quelles organisations des services privilégier ? C'est poser la question de l'échelle et de l'organisation des services pour traiter pleinement ces enjeux, poser la question des collaborations entre ces collectivités locales. Illustrer l'enjeu de la complémentarité entre les différents acteurs et compétences d'un même territoire de façon à éviter les fonctionnements en tuyaux d'orgue ou en silos, ça dépend qui parle, les deux



RETOUR SUR...

—

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

termes sont équivalents. Certaines thématiques, par exemple celle du changement climatique, sont encore très récentes et évidemment transversales, il est donc intéressant de voir aussi comment sont prises en compte ces questions qui vont avoir des effets sur notre avenir.

L'atelier 4 cherche à concilier les enjeux économiques, sociaux, sanitaires et culturels. Pourquoi construire un projet de territoire autour de l'alimentation ? Montrer comment l'alimentation peut constituer le fil rouge d'un projet local de territoire et permettre de répondre ainsi à des enjeux de développement qui intègrent toutes les dimensions. Montrer aussi comment les enjeux de développement économique s'articulent avec les enjeux de santé et d'alimentation. Poser la question des modalités de production et de transformation des aliments à l'échelle locale en termes d'enjeux locaux de santé et d'alimentation, etc. Interroger et montrer comment les codes des marchés publics et de la mise en concurrence peuvent aussi être des leviers d'action, ou pas, pour fournir un service public : restauration scolaire, collective, etc.

Ensuite, la plénière de l'après-midi va se concentrer sur la place des citoyens dans les politiques de santé et d'alimentation. Contrairement à ce que l'on fait d'habitude, pour des questions d'organisation, il y aura d'abord une plénière et, ensuite, un retour en ateliers. Nous prendrons connaissance d'une initiative portée par Ingénieurs sans frontières sur la sécurité sociale alimentaire, avec une table ronde qui suivra. Ensuite, nous reprendrons les ateliers.

Voilà, bon travail et merci de votre présence !



PARTIE I

Territorialisation de l'alimentation et de la santé : contexte et enjeux



RETOUR SUR...

5^E RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Yuna Chiffoleau

Directrice de recherche et coordinatrice de l'étude nationale sur la reterritorialisation de l'alimentation, Inrae

Gilles Maréchal

Chercheur associé, Terralim, Umr Eso

[par vidéo]

Mme Yuna Chiffoleau n'a pu participer physiquement à la Rencontre nationale en raison du mouvement de grève dans les transports ferroviaires de l'hiver 2020. C'est donc l'enregistrement de la présentation de Mme Chiffoleau le 28 novembre 2019 à la conférence « Reterritorialisation de l'alimentation » qui a été diffusée aux participants. A cette occasion, elle a présenté et commenté (en lien avec Gilles Maréchal, chercheur associé Terralim, Umr Eso) les résultats de la grande enquête coordonnée par l'Inrae en 2018-2019, qui avait pour objectif de réaliser un état des lieux des initiatives contribuant à la reterritorialisation de l'alimentation, d'identifier des grandes tendances et de produire des chiffres sur les dynamiques en cours.

» Compte-rendu du Colloque Reterritorialisation de l'alimentation :
<https://www.rmt-alimentation-locale.org/post/xx-01-2019-compte-rendu-colloque-reterritorialisation-de-l-alimentation>

» Présentation de l'enquête nationale « Reterritorialisation de l'alimentation » :
<https://www.youtube.com/watch?v=IuSPD-QFaYo&t=1999s>

L'enquête nationale

« Il s'agissait d'identifier, avec les interviewés et à travers le recueil de données, les contributions et les limites de ces initiatives du point de vue de la durabilité. L'enquête s'est appuyée sur la réalisation d'entretiens, la participation à des réunions, le recueil de données chiffrées, le recensement des thèses en cours et l'animation de débats avec des professionnel·les et des citoyen·nes. Au total 172 entretiens ont été menés auprès d'une diversité d'organismes nationaux, régionaux, départementaux liés aux politiques publiques, d'acteur·rices du développement agricole et rural, d'entreprises, de réseaux associatifs... Cette diversité de répondants témoigne d'un intérêt massif pour le sujet. Parallèlement, la collecte de données secondaires (rapports, études, sites Internet, annuaires...) a permis de structurer une très importante base de données recensant différents types d'initiatives associés à la reterritorialisation de l'alimentation¹ ».

¹ In Compte-rendu du colloque sur la Reterritorialisation de l'alimentation

<https://www.rmt-alimentation-locale.org/post/xx-01-2019-compte-rendu-colloque-reterritorialisation-de-l-alimentation>



RETOUR SUR...

5^E RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Gilles Maréchal

Chercheur associé, Terralim, Umr Eso

Vous avez ici deux types d'approche qui ont été relevées, qui ne sont bien entendu pas exclusives l'une de l'autre.

La première, que Yuna a appelée « Consommer local », c'est l'un de ces positionnements qui cherchent à voir l'accrochage à un territoire de l'ensemble de la chaîne alimentaire, dans les foyers, dans la restauration collective, donc depuis la production jusqu'aux bouches des consommateurs.

La seconde, « Consommer localisé », c'est plutôt d'apposer la signature d'un territoire sur un produit, sur un aliment. Cela peut être simplement la production ou la transformation, la consommation peut être éloignée ou se réaliser en tout lieu.

Maintenant, sur les origines du mouvement, d'où est-ce que ça vient ? En fait, nous nous sommes basés sur des interviews, une approche par les acteurs qui sont ainsi différents. On se situe au croisement de besoins, d'attentes de plusieurs profils.

Il y a bien entendu les consommateur·rices qui sont aussi des citoyen·nes qui veulent se rassurer sur ce qu'ils mangent, mais aussi parfois exprimer leur engagement à travers le domaine alimentaire qui est vraiment un domaine privilégié d'engagement pour des causes planétaires ou locales.

Il y a les forces économiques, toutes les forces économiques mais en particulier les agriculteur·rices qui y voient une occasion de se réapproprier de la valeur ajoutée mais aussi de donner du sens à leur métier – vous voyez les défilés de tracteurs qui ont eu lieu hier qui peuvent exprimer cette attente.

Il y a bien entendu aussi les politiques. Yuna a montré que nous avons interrogé énormément de conseils départementaux ou régionaux. Ils agissent pour leur territoire, mais chacun avec leurs compétences qui peuvent être très différentes : cela peut relever de l'emploi, de l'accès de toutes et tous à une alimentation saine ou bien de la résilience alimentaire. En tout cas, la question a toujours été posée explicitement : est-ce que, pour vous, c'est une mode, c'est quelque chose qui est destinée à passer rapidement ? ou bien est-ce que c'est une tendance de fond ? Il y a eu une quasi-unanimité de tous les profils d'acteur·rices, y compris et peut-être surtout des entreprises, pour dire qu'ils et elles voient leur reterritorialisation comme un mouvement destiné à progresser, mais jusqu'où ? Ils et elles ne le savent pas.

Ils et elles estiment presque tous que la reterritorialisation en cours, et qui va être toujours plus profonde, les invite – parfois les oblige – à de nouvelles pratiques au sein de leur organisation mais aussi en termes de partenariat avec d'autres organisations, donc entre acteurs économiques, associatifs et autres mais aussi entre territoires.



RETOUR SUR...

5^E RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Yuna Chiffoleau

Cette recherche s'appuyait sur une idée, une notion importante, de subsidiarité alimentaire et non pas d'autonomie. On n'a pas trouvé de gens, ou très peu, pensant qu'il faut se nourrir exclusivement en circuits courts. C'est l'idée d'un rééquilibrage qui prévaut.

Ce qui nous intéresse, c'est l'intérêt pour la durabilité. Y compris chez les plus critiques, il y a quand même la reconnaissance que, quelque part, il y a un intérêt du point de vue de la durabilité. Certes, avec un certain nombre de limites et de points de vigilance mais, en tout cas, très peu de gens ont dit que ce n'était pas durable ou que ça n'enclenchait pas quelque chose du point de vue de la durabilité.

On a pointé différents domaines avec cette idée d'alimentation de proximité ou autour de l'alimentation locale qui amène une diversité de fonctions et de services associés à ces enjeux.

Le social, c'est le lien social. C'est la rupture de l'isolement, très importante notamment pour penser le renouvellement des générations et l'attractivité du métier agricole.

C'est la fierté de consommer les produits de chez soi, c'est la fierté de les vendre, c'est la fierté pour les producteurs de les trouver dans les magasins du coin.

C'est aussi une dimension identitaire. Dans notre recensement, on a justement essayé de ne pas oublier les Outre-mer. C'est aussi une façon d'exister dans le paysage pour des zones qui pouvaient être isolées de la métropole.

C'est aussi la valorisation des bonnes pratiques, la dimension pédagogique qui fait que même si ce n'est pas important économiquement, des apprentissages se développent et ça va rebondir. On va retrouver cette idée que ça a des impacts aussi dans les autres systèmes alimentaires.

Même si, évidemment, il y a un point de vigilance : est-ce qu'on n'est pas en train de construire quelque chose pour les bobos ? Est-ce que ce n'est pas réservé à une certaine élite ?

[...] du point de vue économique également : chez les représentants des acteurs agricoles, les syndicats, il y a vraiment cette reconnaissance d'une captation de la valeur ajoutée, d'un revenu régulier, d'un revenu qui peut même être planifiable. Donc, il y a un enjeu économique important. Il y a de plus un enjeu par rapport à l'emploi du point de vue des collectivités, même si les modèles économiques sont encore fragiles, et restent à trouver, notamment pour les organisations collectives autour des plateformes de légumerie avec les ateliers de transformation qui posent un certain nombre de questions.

Puis, un rôle à la fois moteur et ambigu de l'économie sociale et solidaire.

Du point de vue de l'environnement, ce qui est beaucoup mis en avant, c'est le changement des pratiques agricoles, y compris pour les syndicats. Un changement des pratiques agricoles parce que quand on vend quelque chose à quelqu'un qu'on est amené à rencontrer, on se met à se poser des questions, et finalement il y a une sensibilité, une attention à l'environnement qui se déclenche, pas forcément de façon brutale, nous en reparlerons.



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

On a parlé de la préservation de la qualité de l'eau, mais aussi de la nature en ville et d'une connexion forte, quand même, entre le mouvement locavore, localiste et puis le zéro déchet, même si les contraintes logistiques font qu'on a encore des progrès à faire. [...]

[L'étude revient également sur le lien avec la santé et la nutrition, parfois « noyé » dans le social, souvent pointé par les gens] : fraîcheur, produits de saison, recherche de la qualité nutritionnelle. Dans ces circuits [courts], l'idée n'est pas de critiquer Nutella ou ceux qui en consomment, cela n'a pas d'intérêt, c'est l'idée qu'on va produire moins, donc la recherche de valeur ajoutée se couple assez logiquement à une recherche de qualité nutritionnelle. Bien sûr, avec une boîte ouverte parce que les critères de qualité nutritionnelle peuvent être divers. Même si le risque est de réduire la diversité des produits (...) et la consommation de fruits et légumes dans des régions qui en produisent naturellement écologiquement peu.

L'idée c'est aussi une dimension éthique autour d'une répartition plus équitable de la valeur, une gouvernance plus horizontale quand bien même il peut y avoir parfois une participation des citoyen·nes, certes, à la co-construction des projets locaux mais, finalement, des citoyen·nes encore trop peu associé·es à la mise en œuvre, au suivi, à l'évaluation.

Par rapport à la durabilité, ce qui est intéressant c'est que ce sujet fait émerger une gamme large d'indicateurs, notamment des indicateurs qui ne sont pas forcément pris en compte quand on s'intéresse aux activités économiques. On a des indicateurs dans différents domaines, de nouveaux types d'indicateurs qui sont liés au bien-être, au lien social, à la cohésion, des choses pas forcément faciles à mesurer mais sur lesquelles on peut là aussi progresser pour savoir comment on s'y prend pour les évaluer.

Puis, ce qui est beaucoup mis en avant ce sont moins des indicateurs de résultats que de changements de pratiques, puis des indicateurs liés à des services, des fonctions qui sont assurés par cette alimentation.

Beaucoup ont pointé que la contribution à la durabilité est contrainte par une réglementation qui n'est pas toujours favorable : la réglementation sur les transports, la réglementation sur les abattoirs... Plein de choses qui relèvent non pas de la responsabilité de ceux qui les font, ces circuits, mais aussi de l'environnement, et qui présentent un certain nombre de contraintes. L'idée c'est que cette (...) [politique de reterritorialisation] favorise des systèmes alimentaires territorialisés, des écosystèmes territoriaux. On a eu beaucoup d'exemples de couplage avec du non alimentaire, qui vont reconnecter différentes dimensions, bien sûr avec des degrés variables, bien sûr avec les points de vigilance évoqués.

C'est l'idée aussi, je le disais, des effets sur les autres systèmes alimentaires. Pour beaucoup, cet intérêt pour le local n'est pas sans lien avec aujourd'hui toute une campagne d'étiquetage, d'information sur le made in France, sur l'origine France. Pour beaucoup, ça tire quand même les autres systèmes alimentaires à un peu plus de transparence, à un peu plus de liens avec les territoires de provenance.

C'est aussi finalement une diversification du champ à l'assiette avec pas tant une standardisation qu'un éclatement des références et des modèles.



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Les risques et les limites, nos interviewés en ont pointé beaucoup mais avec cette idée que, c'est aussi un certain nombre de pistes d'action et de recherche. C'est le cas de la reterritorialisation [trop souvent] limitée à la restauration collective, car même si c'est vu comme une première étape, parfois on s'y arrête parce que c'est une étape compliquée. La restauration collective c'est aussi souvent une surestimation des volumes, donc beaucoup d'investissements en lien avec des volumes pas forcément suffisamment maîtrisés, pas forcément connus pour maîtriser les amortissements derrière. Avec cette idée que c'est moins les volumes qui comptent dans la restauration collective que la pédagogie. Pour autant, elle reste insuffisante, c'est une limite.

D'autres pointent, au contraire, que c'est une commande planifiable, que c'est de l'éducation, un tremplin, en particulier pour une agriculture en difficulté. Il y a donc tout de même des controverses, autour de cette restauration.

Le risque serait alors de définir un local inadapté, donc laissons ouverte cette boîte du local parce que la richesse c'est aussi de pouvoir s'en emparer. Car c'est une pression forte aussi sur des producteurs qui ont déjà une pression de la société. C'est également une pression sur les consommateurs qui devraient devenir responsables, voter avec leur Caddie. Là aussi, donnons-leur un peu de possibilité d'apprendre et de partager, de participer.

C'est aussi une pression sur les TPE et les PME. Ce qui est pointé c'est une reterritorialisation sans circuits courts, ce qui veut dire, finalement, une relocalisation des circuits longs, on ne change rien, ni dans la gouvernance ni dans les acteur·rices que l'on mobilise, ni dans la participation des citoyen·nes. C'est une reterritorialisation sans agriculteur·rices. C'est souvent un approvisionnement local qui est orienté presque de manière idéologique vers des petites fermes qui ne sont pas forcément les mieux adaptées pour y répondre ; on ne reconnecte pas avec une agriculture plutôt de taille moyenne en difficulté, qui pourrait avoir bien besoin de ce levier. C'est aussi parce que l'accès au foncier est pour beaucoup pris en compte encore de façon très symbolique, on ne se pose pas suffisamment la question de qui va nous nourrir demain.

C'est un mouvement sans autres acteurs économiques. Ceux-ci se sentent exclus, auto-exclus, ils se disent qu'ils ne peuvent pas porter de PAT mais être juste partenaires alors qu'ils aimeraient plus, donc c'est une faible reconnaissance. Il peut s'agir de gros acteurs économiques mais aussi tout le tissu artisanal, qui sont peu ou pas reconnus. Les marchés d'intérêt national par exemple, qui jouent un rôle clé et jouissent d'une trop faible reconnaissance, selon eux, de leur participation.

Cette reterritorialisation sans cahier des charges transparent participe à cette confusion généralisée entre bio, local, bon, circuits courts, ... sachant qu'un flou est entretenu entre transformer localement et avoir des matières premières locales, ce qui pour beaucoup est un risque sévère, un risque sérieux qui mérite un travail autour de ça.

Il s'agit également d'une reterritorialisation sans État. Certains ont pointé que, derrière cela, c'est quand même un transfert des responsabilités au privé, aux citoyen·nes, un mouvement sans acteurs de la santé avec, quand même, un enjeu fort de les reconnecter.



RETOUR SUR...

5^E RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Les risques, enfin, ce sont des approches qui peuvent parfois être trop technicistes, donc réduites à un outil, une procédure. C'est l'euphorie autour des PAT, certains s'en inquiètent : qu'est-ce qu'il va se passer quand les subventions vont s'arrêter ? Est-ce qu'on est suffisamment organisés pour prendre le relais ? Ce qui amène aussi à voir comment les compétences sont partagées, quelle est la participation réelle des acteurs du territoire autour de ça. Cela soulève des inquiétudes autour d'une optimisation logistique, certes importante, mais qui risque de déshumaniser, d'oublier cet aspect de lien, de rencontres, d'échanges, de source d'apprentissages et de changements de pratiques.

L'optimisation logistique peut aussi profiter aux acteurs du système mondialisé qui vont capter la valeur en proposant un certain nombre de services. Certains pointent un manque de coordination et des nouvelles concurrences entre les élus : chacun veut sa plateforme, sa légumerie, son installation, ... qui reflète un manque de coordination et qui questionne la pérennité de ces investissements entre différentes échelles d'action publique et organisations d'accompagnement, ces derniers s'interrogeant sur l'accès à des financements.

C'est aussi le risque de rupture des solidarités entre territoires. Les acteurs des territoires sont très conscients qu'il ne s'agit pas de s'alimenter exclusivement au niveau local ; mais on a par exemple des territoires qui pensent que les grandes villes sont en train de les annexer et ils ne veulent pas devenir les nouveaux fournisseurs de la ville. Ils réclament, presque par provocation, une autonomie alimentaire face aux grandes villes qui voudraient penser qu'on est sur des territoires annexes. Il y a donc, évidemment, de nouveaux rapports de force qui se jouent.

C'est un marché florissant des études, donc des cabinets d'études plus ou moins compétents... En tout cas, beaucoup regrettent que l'argent soit plutôt mis là que sur des actions réelles. C'est un abus du territoire qui est pointé, pas que de la grande distribution ; il y a un abus du territoire qui est pointé par beaucoup et puis un manque de connaissances, quand même, qui renvoie vers une dimension forte, c'est-à-dire comment on prépare les générations de demain, les consommateurs de demain, sur des systèmes alimentaires durables. Pour beaucoup, ce sont finalement ceux qui arrivent à communiquer le mieux qui risquent de gagner le jeu et donc de recréer un certain nombre de complications.

Je conclus. Les questions soulevées, il y en a beaucoup. Tout d'abord, autour des performances, dans la transition au pluriel et au sens large.

Il y a vraiment besoin de références là-dessus. Derrière cette reterritorialisation, il y a beaucoup d'actions collectives : quelles sont les bonnes formes, les bons modèles, y compris les bons statuts juridiques ? Quels sont les territoires qui peuvent jouer sur ces performances ? Quels sont les enjeux en termes de gouvernance ? Quel est le rôle du numérique ? Il y a vraiment des conditions nouvelles qui peuvent intervenir pour faciliter ces performances. Quels sont les facteurs et les moyens de les renforcer, de les valoriser avec des questions autour des contrats, autour de la rémunération des services écosystémiques, ces services rendus par cette alimentation ?



RETOUR SUR...

5^E RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Le deuxième type de questions, porte sur l'organisation de la complémentarité entre local et global dans les exploitations, dans l'approvisionnement, dans les territoires avec un gros enjeu là-dessus.

Et puis, il y a une question de fond qui revient avec un point de vigilance, celle sur les nouvelles inégalités autour de ce mouvement qui n'embarquerait pas tout le monde et laisserait certains territoires de côté.

Didier Febvre

Comment, finalement, on fonde une alliance et une articulation entre le domaine de l'alimentation et celui de la santé ?

Un des risques pointés dans l'étude de Yuna Chiffolleau est que la territorialisation alimentaire se fasse sans acteurs de santé. Ça, c'est déjà une question.

Il faut aussi avoir à l'esprit que ne pas avoir accès à une alimentation suffisante et de qualité, ça consiste en une exposition forte à des risques de pathologies chroniques. C'est une des raisons majeures pour laquelle le domaine de la santé s'intéresse à la question de l'alimentation, évidemment.

Quand on veut fonder une alliance, il faut essayer de repérer des points communs et puis essayer de connaître les logiques et les enjeux communs qui structurent les deux champs.

Yuna Chiffolleau a parlé d'une tendance de fond extrêmement importante des acteurs, dont les acteurs de la santé, qui s'intéressent à l'alimentation. Ça c'est une réalité. Elle parlait d'engouement. L'engouement, nous, on peut en témoigner ne serait-ce que par le nombre important de réponses qu'on a eues quand on a constitué le Dossier ressources sur ce thème. On observe aussi le foisonnement des dynamiques, des initiatives, dans tous les domaines, et notamment dans le domaine de la santé vers l'alimentation. Il y a aussi la question de la proximité, du local, j'y reviendrai après. Elle a parlé de favoriser la réassurance, la réappropriation du lien social, des bonnes pratiques, des connaissances. Cela rejoint ce que, nous, on nomme aussi l'empowerment, c'est-à-dire comment on renforce le pouvoir d'agir des citoyen·nes ou des personnes sur une pratique ou quelque chose qui les structure culturellement, qui fait partie de leur identité. Ça, ça fait aussi partie de notre façon de voir dans le domaine de la santé comme de garder aussi une approche humaniste et humanisante. Heureusement qu'on vous le dit ! parce qu'il est quand même assez évident, dans le domaine de la santé, qu'on essaie de préserver une approche humanisante et un peu moins techniciste, bien que parfois ça s'interroge. La question des inégalités, évidemment, vous l'avez vu aussi, c'est de ne pas les creuser, de les réduire, de ne pas en créer de nouvelles.

Il faut s'interroger sur l'insécurité alimentaire, en hausse, qui est pointée dans notre Dossier ressources, et faire des actions pour toutes et tous, ne pas oublier ceux et celles qui sont à l'écart de ces actions et de ces projets. Il faut aussi ne pas réduire la diversité des cultures ou des consommations régionales.

Il faut faire attention, concernant la question des inégalités territoriales, et voir comment est-ce que tout cela peut s'articuler, qu'on ne soit pas dans un message



RETOUR SUR...

5^E RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

très uniformisant et très normatif, et ne pas contribuer non plus à des ruptures de solidarité inter-territoriale. Quand Yuna Chiffolleau parlait d'un projet sans acteur·rices, sans agriculteur·rices, sans acteur·rices de santé, etc., pour nous c'est important. Nous, tous nos projets se font avec l'ensemble des acteur·rices concerné·es par cette question. Elle parlait d'une question d'éthique et même d'une éthique de gouvernance, la participation des citoyen·nes, des collectivités territoriales, le fait de travailler en partenariat est une question extrêmement importante.

Elle citait le manque de coordination, d'animation, on peut aussi tout à fait témoigner du fait qu'on a de temps en temps des manques de coordination, d'animation de politiques publiques. Il y a la question de l'articulation entre le local et le global. Puis, je rappelle aussi que nous sommes une association, on prône une approche systémique, globale, parce que tout ce que peut faire le secteur de l'alimentation peut aller dans le bon sens, du favorable à la santé, de la production à la consommation. Et quand on parle de santé, c'est la santé des consommateur·rices mais pas seulement, c'est aussi la santé des producteur·rices, c'est la santé de tout le monde. Les acteur·rices de santé qui s'en saisissent, souvent c'est à travers la notion de nutrition, c'est-à-dire alimentation et activité physique, mais il faut faire attention à ne pas privilégier les changements individuels et de comportement comme unique levier - et « s'attaquer » à tout ça.

Voilà toutes les questions qui vont structurer le travail dans les ateliers, plus toutes celles qu'on a posées tout à l'heure. Mon propos permet de faire le lien avec ce que Yuna Chiffolleau aurait pu dire si elle s'était adressée à nous dans le contexte d'une rencontre sur l'alimentation avec la santé derrière et la reterritorialisation.



PARTIE II

La place des citoyen·nes dans les politiques de santé et d'alimentation



RETOUR SUR...

—
5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Table-ronde animée par Arnaud Wiehn

Vice-président de Fabrique Territoires Santé

Chargé de projet et d'ingénierie en éducation et promotion de la santé, IrepS Nouvelle-Aquitaine

Pour démarrer [cette séquence], on va avoir la présentation d'un projet, l'idée d'un dispositif : la sécurité sociale alimentaire.

Il va vous être présenté de manière synthétique pour qu'on ait du temps pour rebondir et ensuite on reviendra sur des éléments de contexte, avec des acteurs associatifs, sur la question de la précarité alimentaire et des regards qui sont portés par les personnes qui en souffrent et qui conditionnent beaucoup ce qu'on leur apporte. Les aides qui quelquefois - avec les meilleures intentions - peuvent être aussi très aliénantes.

On va voir aussi ce que chacun d'entre vous peut constater et ce que vous faites à l'échelle de vos structures respectives.

Enfin, on échangera avec la salle sur cette sécurité sociale alimentaire comme potentiellement la réponse face aux difficultés qu'on aura balayées ensemble.

Je vais donc présenter Lola Guillot et Maylis Zamblera, toutes deux administratrices d'Ingénieurs sans frontières.

Faut-il une sécurité sociale de l'alimentation pour assurer à toutes et à tous un accès égal à une alimentation de qualité et choisie ?

Lola Guillot et Maylis Zamblera

Ingénieres, membre d'Ingénieurs sans frontières

Nous sommes membres de l'association Ingénieurs sans frontières (ISF), dans le groupe AgriSTA donc pour l'agriculture et la souveraineté alimentaire². ISF est une association de solidarité internationale qui a la particularité d'avoir une vision assez critique sur le monde ingénieur et la pratique de l'ingénierie aujourd'hui. On est majoritairement des ingénieur·es en activité, en lien avec le secteur alimentaire, dans des organisations de paysan·nes, des associations environnementales, des chercheurs et des chercheuses, des gens qui travaillent dans des collectivités territoriales et la fonction publique d'Etat ...et ce projet qu'on vous présente, on l'a élaboré avec d'autres réseaux : les réseaux paysans, la Confédération paysanne, les Amis de la conf, le Réseau salarial qui travaille sur l'organisation du travail mais aussi des chercheur·es sur le droit à l'alimentation comme Dominique Paturel qui devait venir mais qui a un empêchement et qui

² <https://www.isf-france.org/agrista>

https://www.isf-france.org/sites/default/files/2020.05.10_pour_une_securite_sociale_de_lalimentation.pdf



RETOUR SUR...

—

5^È RENCONTRE NATIONALE

« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

travaille avec Yuna Chiffolleau qu'on a entendu ce matin ; et aussi des associations d'éducation populaire. Un panel assez varié.

[En raison de la (trop) mauvaise qualité des enregistrements audio, nous reproduisons ici – avec l'accord des autrices – un article d'Ingénieurs sans frontières paru dans la revue Basta ! le 26 février 2019, qui reprend l'essentiel de l'intervention de Lola Guillot et Maylis Zamblera]³

Pour une sécurité sociale de l'alimentation : « Comme la santé, l'alimentation doit sortir d'une logique de marché »

Près de 5 millions de familles sont dépendantes de l'aide alimentaire en France. Face aux dépenses contraintes, de plus en plus de personnes ne sont plus en mesure d'exprimer leurs préférences alimentaires, et sont obligées de se tourner vers les produits low-cost de l'agro-industrie, néfastes pour la santé comme pour l'environnement. Pourtant, les alternatives existent ! Pour les soutenir, l'association Ingénieurs sans frontières propose la création d'une sécurité sociale de l'alimentation : réserver un budget de 150 euros par personne et par mois à des produits bio, frais et de proximité.

C'est dans un contexte de revendications sociales et environnementales portées par le mouvement des Gilets jaunes que le Salon international de l'agriculture établit ses quartiers au Parc des expositions de Paris jusqu'au 3 mars. Cette grand-messe annuelle du monde agricole, devenue un point de passage obligé pour de nombreuses personnalités politiques, se présente comme la vitrine bucolique du monde agricole et de ses produits de terroir... Une image pourtant bien éloignée de la réalité. D'un côté, de nombreux agriculteur·trices ne parviennent pas à vivre décemment de leur travail, de l'autre, l'accès à une alimentation choisie, de qualité et respectueuse de l'environnement reste encore trop limité.

Le Salon de l'agriculture est l'occasion de rappeler les problèmes socio-environnementaux générés par le modèle dominant, mais aussi celle de proposer une voie alternative, qui permette aux agriculteur·trices de vivre dignement de leur métier, et à tous et toutes de pouvoir se nourrir de produits de qualité. En s'inspirant de la politique de la sécurité sociale, l'association Ingénieurs sans frontières – AgriSTA (agriculture et souveraineté alimentaire) propose la mise en place d'une Sécurité sociale de l'alimentation (Ssa).

³ <https://www.bastamag.net/Pour-une-Securite-sociale-alimentaire-Comme-la-sante-l-alimentation-doit-sortir#:~:text=nous%20premi%C3%A8re%20m%C3%A9decine%20%3F-,Un%20budget%20de%20150%20euros%20par%20personne%20et%20par%20mois.'achat%20d'aliments%20conventionn%C3%A9s>



RETOUR SUR...

—

5^È RENCONTRE NATIONALE

« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Une part croissante de la population ne peut plus exprimer ses préférences alimentaires

En France, le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire est passé de 2,8 millions en 2008 à 4,8 millions en 2015⁴. Face à d'autres dépenses contraintes (logement, transport...), l'alimentation représente une variable d'ajustement des budgets les plus modestes. Une part croissante de la population n'a plus le choix : elle ne peut ni « voter avec son portefeuille » pour encourager une agriculture éthique et respectueuse de l'environnement, ni même exprimer ses préférences alimentaires. En plus de se voir retirer la dignité de choisir leur alimentation, ces populations plus précaires présentent aussi les taux de malnutrition les plus élevés, c'est la double peine.

Le modèle agricole dominant n'assure pas ses missions les plus essentielles : nourrir convenablement les populations, maintenir des écosystèmes vivants, des paysages diversifiés et des métiers rémunérateurs et satisfaisants. Ainsi, ses impacts négatifs ne sont plus à démontrer : déclin accéléré de la biodiversité⁵, détresse des paysan·nes⁶, augmentation des maladies cardiovasculaires, diabètes et cancers liée à une alimentation de mauvaise qualité⁷.

Une agro-industrie « low-cost » sous perfusion de subventions publiques

De nombreuses alternatives émergent en réponse à ces systèmes : par exemple, l'agriculture biologique connaît un développement considérable depuis quelques années, poussée par une demande croissante de la part des consommateur·rices. Pourtant, la volonté politique pour soutenir ces alternatives reste limitée, comparée aux investissements et subventions dont bénéficient les systèmes alimentaires industriels. On se retrouve alors avec une coexistence absurde de modèles agricoles et alimentaires antagonistes. D'un côté, des alternatives répondant aux attentes citoyennes (éthiques, durables et de qualité), mais peu encouragées, et accessibles à condition de disposer d'un niveau de sensibilisation et d'un revenu suffisant.

De l'autre, une agro-industrie « low-cost » destinée à nourrir le reste de la population, en particulier les plus précaires, sous perfusion de subventions publiques... Et dont les coûts cachés sont supportés par la société. Pour soutenir un système alimentaire alternatif, rémunérateur et accessible, nous proposons la création d'une sécurité sociale de l'alimentation. Après tout, l'alimentation n'est-elle pas notre première médecine ?

Un budget de 150 euros par personne et par mois réservé à des produits bio, frais et de proximité

La sécurité sociale de l'alimentation, c'est un budget de 150 euros par personne et par mois, réservé à l'achat d'aliments conventionnés. Cette somme n'aurait pas

⁴ Avis n°72 du CNA « Aide alimentaire et accès à l'alimentation des populations démunies en France » p 21 et Conseil National des politiques de Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2016, « Les chiffres clés de la pauvreté et de l'exclusion sociale », p13

⁵ Voir les études suivantes : [ici](#) et [là](#)

⁶ [Lire cet article du Monde](#)

⁷ Fiolet Thibault, Srour Bernard, Sellem Laury, Kesse-Guyot Emmanuelle, Allès Benjamin, Méjean Caroline et al. Consumption of ultra-processed foods and cancer risk : results from NutriNet-Santé prospective cohort BMJ 2018 ; 360 :k322



RETOUR SUR...

—

5^È RENCONTRE NATIONALE

« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

comme vocation à couvrir la totalité des dépenses alimentaires, mais bien de faciliter l'accès à des produits bio, frais, de proximité à l'ensemble de la population. Libre à chacun·e de compléter son panier par d'autres produits ensuite. A l'échelle de la France, la sécurité sociale alimentaire représenterait 120 milliards d'euros, soit moitié moins que l'assurance maladie, et pourrait être alimentée par des cotisations sociales à taux progressif, selon les revenus.

Les critères de conventionnement seraient élaborés par les citoyen·nes au niveau local au sein de caisses de sécurité sociale alimentaire. Un processus démocratique et inclusif permettrait aux habitant·es des territoires de décider des conditions d'éligibilité d'un aliment, en respectant les préférences alimentaires de toutes et tous, y compris des minorités.

Des critères élaborés par les citoyen·es au niveau local

Le conventionnement serait par ailleurs encadré au niveau national, avec des lignes directrices concernant le prix (fixé selon le coût de revient) et les entreprises éligibles (ne devant pas posséder de capital extérieur rémunéré par l'activité au-delà de l'inflation). De même, le conventionnement des produits issus de l'importation comme les bananes, les agrumes, le thé ou le café, se déciderait à l'échelle nationale, avec des critères qui reprennent, par exemple, les exigences du commerce équitable.

De la production à la distribution en passant par la transformation des produits alimentaires, tous les professionnel·les devront, pour être conventionné·es, se fournir (achats des intrants ou semences) auprès d'acteur·rices eux-mêmes conventionné·es. Enfin, des critères de production liés à des enjeux nationaux ou supra-nationaux, comme le climat ou la biodiversité, seraient établis au niveau national, par une fédération des caisses de sécurité sociale alimentaire et l'État. Nous parlons ici de critères ambitieux, à la hauteur des enjeux et des attentes de la société civile : absence d'OGM, de pesticides de synthèse et de toute pratique causant des dommages irréversibles aux écosystèmes sur lesquels reposent l'humanité.

Un projet politique ambitieux de souveraineté alimentaire

L'idée d'une sécurité sociale alimentaire peut sembler idéaliste, mais s'il y a bien un domaine dans lequel des avancées sociales sont possibles et nécessaires, c'est bien l'alimentation. L'alimentation doit sortir d'une logique de marché, au même titre que la santé, ne serait-ce que par cohérence. La création d'une sécurité sociale de l'alimentation représenterait un pas de géant vers la souveraineté alimentaire pour tous et toutes, et la sortie d'un système agro-industriel qui donne l'illusion du choix mais nous restreint. Et puis, avoir davantage de personnes capables de s'approvisionner en produits de qualité, c'est se donner les moyens de sortir des impasses dans lesquelles le monde économique actuel enferme les initiatives d'alimentation de qualité.

De nombreuses pistes restent à explorer, pour que la société se réapproprie, à terme, son alimentation. On pourrait imaginer, par exemple, que les coûts de transition vers un système de sécurité sociale alimentaire soient en partie assurés par la future politique agricole commune (Pac), via les mesures de transition proposées par la Plateforme Pour une autre Pac. Si cette proposition est une première étape pour répondre à la nécessité de se réapproprier nos systèmes



RETOUR SUR...

—

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

alimentaires, elle peut et doit évoluer vers des mécanismes encore plus ambitieux. Face à un système verrouillé et à l'origine de nombreux scandales sanitaires et de dommages sociaux et environnementaux parfois irréversibles, et suite à des États généraux de l'alimentation aux conclusions très décevantes, il est grand temps pour la société d'envisager un projet politique ambitieux de souveraineté alimentaire.

[**>> Pour en savoir plus sur la sécurité sociale alimentaire**](#)

Arnaud Wiehn

Merci beaucoup pour votre présentation. On va initier maintenant la table ronde. Je vous invite à revenir sur les éléments de constat, à savoir la précarité alimentaire, les difficultés que peuvent rencontrer les publics On a beaucoup de chiffres et d'éléments qui permettent d'objectiver cette situation.

Je passe donc la parole à Viviane Tirlicien.

Vous êtes militante d'ATD Quart-Monde. J'ai été attentif aux mots – allié·e et militant·e – que vous distinguez et vous pourriez nous présenter comment ATD Quart-Monde se structure, entre bénévoles, allié·es, militant·es ...

Beaucoup de monde vous connaît et même à cette table, vous avez déjà rencontré certaines des personnes qui vont témoigner, parce que vous sillonnez la France.

Nous dire ce que vous faites au sein de cette association, notamment sur les questions, ce que vous percevez du regard que l'on porte, à la fois sur les publics, et les publics qui portent aussi un regard sur ceux qui les considèrent. Évidemment avec les notions de dignité, de liberté personnelle autour d'un sujet très sensible quand même qui est l'alimentation, qui touche à l'identité et aussi peut être un facteur de discrimination.

Viviane Tirlicien

Militante, ATD Quart-Monde

Les militant·es sont les personnes qui vivent ou qui ont vécu la précarité ; les allié·es, ce sont les personnes qui ont travaillé ou qui travaillent encore ; les volontaires, ceux qui sont intégré·es au mouvement ATD.

Au niveau de la santé, on est dans 32 pays, en Europe et dans le monde. A Nancy, on est ce qu'on appelle un peu le laboratoire test. On fait beaucoup de choses. Vous savez que la CMU c'est le mouvement ATD qui l'a mis en place ? Le RMI – devenu le RSA – c'est ATD qui l'a mis en place ! et beaucoup de choses comme ça.

A l'heure actuelle, nous travaillons beaucoup sur l'alimentation des précaires y compris des ouvrier·ères qui travaillent, et qui vivent la précarité parce que leur salaire ne suffit pas à nourrir une famille. Et des personnes qui sont migrantes,



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE

« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

qui vivent la précarité et qui n'ont le droit à rien dans certaines régions ... tout ça nous amène à réfléchir. On a travaillé avec Magali Ramel, juriste, pendant quatre années sur l'alimentation et on a sorti un livre « Se nourrir lorsqu'on est pauvre » que vous pouvez avoir sur notre site⁸.

Je me suis engagée sur ce sujet de l'alimentation parce que je me suis rendu compte que les gens qui vivent la précarité n'ont pas le choix.

On leur donne, d'accord. Mais les gens dans la précarité ne veulent pas rester dans le don. Ce qu'on veut mettre sur la table, c'est ce qu'on a payé, c'est le choix qu'on a.

Dans tous les pays du monde, tout se passe autour d'une table. Regardez, il y a des fêtes, il y a des anniversaires, il y a Noël, il y a le nouvel an. C'est toujours autour d'une table.

Bien souvent, les gens qui vivent la précarité, on les invite mais elles refusent parce qu'elles ne peuvent pas redonner l'invitation. Elles n'ont pas les moyens de dire : je vous invite.

Les enfants, c'est la priorité. Les enfants c'est l'avenir et c'est justement pour cet avenir-là que les personnes qui vivent la précarité veulent avoir le choix de ce qu'elles mettent sur la table. La fierté, la dignité. Ne plus avoir la honte, ne plus aller dans les secours d'urgence. Des secours d'urgence - vous le savez très bien - il y en aura toujours et on en aura toujours besoin, parce qu'on peut être en haut de l'échelle le lundi et le vendredi se retrouver en bas de l'échelle et ne plus rien avoir. Et c'est justement là qu'il faut baliser le système.

Sur la Lorraine on a mis en place une association. Nous avons neuf producteur·rices à l'heure actuelle. C'est pour qu'il y ait du gagnant-gagnant : il faut que le·la producteur·rice ou l'agriculteur·rice soit gagnant·e parce qu'il a produit quelque chose, il a travaillé. Et la personne dans la précarité, même si ce n'est pas important, elle paye ce qu'elle met sur la table. Elle a la fierté de dire : j'ai préparé un repas à mes enfants avec ce que j'ai acheté et non plus avec ce que l'on m'a donné.

... Il faut avoir un accueil correct. Il ne faut plus être des numéros qu'on appelle, parce qu'on est des numéros en fait. C'est dégradant. Il faut avoir le choix, ça on ne l'a pas, le choix. Vous prenez ce qu'on vous donne. Et vous devez être satisfait·e.

Il faut faire attention aussi à la nationalité, à la religion. Ça c'est important. Vous ne pouvez pas dire à une personne qui est de religion musulmane : « prenez la côte de porc. Quand on a faim on mange ce qu'on vous donne ». Non, je suis désolée, il faut avoir de la dignité. Sinon, c'est rabaisser la personne, c'est lui mettre encore plus de honte.

A l'heure actuelle, il y a des associations qui font du don. On demande aux personnes d'amener leurs trois derniers relevés de banque. On s'introduit dans leur vie personnelle. On s'introduit déjà dans la vie personnelle parce qu'on leur demande tout un tas de papiers. Mais là on s'introduit encore plus dans leur vie

⁸ <https://www.atd-quartmonde.fr/produit/se-nourrir-lorsquon-est-pauvre-analyse-et-ressenti-de-personnes-en-situation-de-precarite/>



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE

« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

personnelle : pourquoi vous dépensez ça ? pourquoi vous faites ça ? la liberté, elle est où ? Il n'y a plus de liberté dans ce cas.

Arnaud Wiehn

Jean-Luc Brustis, vous êtes directeur régional Sud-Ouest de l'association les Petits Frères des Pauvres. Quels constats vos équipes portent-elles sur l'alimentation ? Quels enjeux ? Est-ce que cette génération a un regard nuancé sur nos réflexions sur l'alimentation ?

Jean-Luc Brustis

Directeur régional Sud-Ouest, les Petits Frères des Pauvres

Les Petits Frères des Pauvres est une association qui intervient auprès des personnes âgées isolées, là où elles vivent, un peu partout en France.

Sur la région Nouvelle-Aquitaine, on a des équipes, dans la métropole et aussi dans des zones rurales, comme la Creuse. Quand on regarde les personnes que nous accompagnons, essentiellement par des bénévoles, il faut prendre en compte aussi les lieux où elles vivent : la métropole et le milieu rural, ce n'est pas la même chose. Il y a des questions d'accès notamment.

En réfléchissant à votre invitation, on s'est d'abord dit : « on n'a pas grand-chose à dire », parce qu'effectivement, souvent, nous sommes interpellés pour accompagner des personnes âgées autour du lien social : retisser un lien social, faire que les personnes sortent de la solitude. On n'est pas là pour rétablir des droits, même si parfois la conséquence de notre intervention va être de rétablir des droits. Mais ce qui est premier, l'ADN des Petits Frères des Pauvres, c'est la relation de personne à personne.

On a bien un regard sur le lieu d'habitation, sur le logement, parce que c'est le premier territoire de la personne, que ce soit sa chambre d'établissement, sa maison ou son coin de trottoir. La question de l'alimentation on ne l'étudie pas vraiment, elle passe sous notre regard.

On a bien deux-trois statistiques, parce que c'est important de savoir ce que l'on fait, pouvoir rendre compte aussi, parce qu'on est dans une société où il faut pouvoir rendre compte. Mais on n'a pas de thermomètre pour regarder cette question-là.

Malgré tout, effectivement, ça ne veut pas dire que la question n'existe pas. Et dans l'histoire de l'association, paradoxalement, c'est par l'alimentation qu'on a démarré notre action. En 1946, quand ceux qui ont créé les Petits Frères des Pauvres se sont dit « vers qui on va ? Qu'est-ce qu'on va faire ? », la réponse a été « On va d'abord apporter à manger ».

Longtemps on a eu d'ailleurs une devise : des fleurs avant le pain. On amenait à manger, mais on amenait aussi le côté non matériel de la relation.



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Donc ça a commencé par le repas, par l'alimentation. Aujourd'hui ça nous paraît peut-être anodin, mais en 1946, c'était apporter des repas chauds et de qualité.

Après, les services d'aide à domicile sont apparus, des mesures gérontologiques petit à petit ont été prises par différentes collectivités territoriales, et nous nous sommes retirés de ces actions pour garder l'action autour de la personne. Mais - Noël vient de passer - le repas de Noël, ce n'est pas le repas de CCAS du 13 décembre ! Pour nous, c'est le 25 ou le 24. Et ce qui se joue là-dedans, toujours, c'est la question de la qualité de la relation.

Le repas, comme vous disiez, c'est un moment de partage et ça, ça me semble important. Aujourd'hui on ne meure pas de faim en France, il y a un certain nombre de dispositifs. En revanche, effectivement, on crée de la solitude. Dans ces dispositifs, cette dimension n'apparaît pas, pour moi elle est essentielle, vis-à-vis de personnes isolées.

Deuxième point, quelque chose dont on se rend compte, beaucoup plus en milieu rural, c'est l'accès, l'accessibilité.

Une personne qui est dans un petit village, s'il n'y a plus d'épicerie, s'il n'y a plus de vendeur ambulant comme il y en avait quelquefois - ça commence à reprendre un petit peu, mais c'est vraiment à la marge - elle attend qu'on lui amène à manger. Alors, est-ce qu'on lui propose une liste de courses ? Mais elle ne pourra pas choisir. Or moi, je préfère choisir, aller en magasin, choisir ce que je vais manger plutôt qu'on me l'amène sans que j'aie pu vraiment choisir. Cet acte mêle la question du choix et de la mobilité. Est-ce que dans une sécurité sociale alimentaire, cette dimension sera prise en compte ?

Arnaud Wiehn

Delphine Schemer, vous êtes responsable du secteur Paris centre-est au Secours Catholique. Quelles évolutions dans vos pratiques de l'aide alimentaire ? Quels constats portez-vous ? y compris sur l'aide européenne ?

Delphine Schemer

Animatrice de réseau de solidarité, Secours Catholique-Caritas France

Au Secours Catholique, c'est vrai qu'on a une image très distributive. On a longtemps eu dans nos accueils des colis alimentaires, des paniers. Mais ça fait une petite vingtaine d'années que les choses évoluent. En fait, les premières actions qui ont été interpellées, ce n'était pas l'aide, c'était l'accompagnement et l'accueil.

Et c'est parce qu'on a fait évoluer nos accueils, notre façon d'accompagner les gens, notre façon de faire ensemble, notre façon de proposer des lieux où les personnes n'étaient pas des personnes qui venaient avec leurs problèmes, mais des personnes qui venaient avec ce qu'elles apportent, de compétences, d'envies, ... parfois aussi de leurs difficultés. Mais des lieux où on ne parlait plus de personnes accueillies et de bénévoles, où on essayait de gommer cette différence entre ceux



RETOUR SUR...

—

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

qui donnent et ceux qui reçoivent. Ce sont les personnes qu'on accueillait qui nous ont interpellées sur l'aide alimentaire et qui ont commencé à nous dire : « on en a marre de ne pas choisir. La moitié des produits que vous nous donnez, on ne sait même pas ce que c'est, ni comment ça se prépare », ou, « on n'aime pas et on a le droit de ne pas aimer ».

Par exemple, on nous avait offert une cagette de choux-fleurs bio, magnifiques. Sauf qu'en fait, seulement deux personnes savaient ce qu'était un chou-fleur. C'était un groupe de migrants. Comment est-ce qu'on cuisine un chou-fleur ? Déjà il faut aimer, mais en plus il faut connaître et savoir le cuisiner.

Même si c'est bio, local et offert, ce n'est pas forcément ce dont on a besoin ou ce dont on a envie.

Petit à petit, ça a évolué. Donc peut-être que là où vous êtes, il y a encore des distributions de colis du Secours Catholique, et c'est très bien, il y en a besoin aussi. Mais l'idée c'est vraiment de repenser tout ce qu'on fait - et l'aide alimentaire aussi - avec les personnes directement concernées.

Ça donne des projets très différents de ce qu'on pourrait imaginer ou réfléchir nous-mêmes ou avec les bénévoles seulement. Je vais donner un exemple d'un projet sur Paris qui s'appelle l'Apame⁹ – accompagnement par l'alimentaire des mères et des enfants. On avait fait une étude documentaire et statistique sur la pauvreté et les besoins alimentaires, là où il y avait déjà des associations partenaires. La conclusion, c'était qu'il fallait qu'on ouvre une épicerie solidaire dans le nord-est parisien. On est ensuite allé voir un peu ce qui se passait dans nos accueils et les familles nous ont dit : « mais non. En fait ce n'est pas ça du tout. Parce que c'est compliqué pour nous d'aller dans le 10^e arrondissement de Paris ». On a l'impression que ce n'est pas loin, mais faire trois arrêts de métro quand on est une maman toute seule, qu'on ne peut pas se payer un ticket de métro, qu'on a trois enfants dont un en poussette, et qu'il faut en plus prendre un caddie pour ramener les courses... Et bien non, on ne peut pas aller dans le 10^e. Du coup, c'est devenu un projet où les familles passent des commandes dans des lieux où elles sont déjà habituées à venir. C'est une logistique très compliquée parce qu'il faut distribuer sur plusieurs lieux. Mais au moins les familles choisissent leurs produits, vont là où elles ont l'habitude de vivre, là où elles ont l'habitude de rencontrer les bénévoles, là où elles ont l'habitude de faire des actions avec nous et dans leur quartier. Mais c'est sûr, c'est plus compliqué.

Le Secours Catholique repense toutes ses actions à partir et avec toutes les personnes qu'on accompagne et qu'on accueille. On réfléchit de plus en plus à la gouvernance partagée dans toutes nos actions y compris dans l'aide alimentaire avec les personnes qui vivent les situations de précarité, qui ont besoin encore d'aide, peuvent être bénévoles, parties prenantes des décisions sur les produits, sur l'organisation, sur les lieux, sur les activités, comme n'importe quel bénévole. On travaille beaucoup à ça. Et ça secoue beaucoup notre réseau.

Notre premier travail c'est de faire changer le regard des bénévoles. Encore plus, quand on touche à l'alimentaire, parce qu'on touche au vital, presque plus qu'avec le logement d'ailleurs. On touche au vital, donc dire que quand on donne à

⁹ <http://paris.secours-catholique.org/Un-apres-midi-APAME>



RETOUR SUR...

—

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

manger, ce n'est pas forcément bien, qu'on ne le fait pas forcément de la bonne manière, ce n'est pas toujours ça que les gens attendent ou ce n'est pas forcément ça dont ils ont besoin et ce n'est pas forcément le rôle du bénévole d'ailleurs, et ça peut être compliqué à comprendre. On se dit : une personne qui a faim, on va lui donner à manger, on va lui remplir le ventre.

De la même façon, on ne travaille pas à l'éducation à l'alimentation dans nos accueils. Les gens - en tout cas c'est ce qu'on vise le plus possible - peuvent acheter ce qu'ils veulent ou prendre ce qu'ils veulent. S'ils veulent trois kilos de farine et trois bouteilles d'huile et un peu de sucre pour faire des beignets, ils ont le droit, on n'a pas à leur dire ce qu'ils devraient consommer.

Le plus dur c'est de faire bouger les bénévoles parce que c'est compliqué de se positionner, de se laisser bousculer par des gens qu'on a l'habitude d'aider.

Arnaud Wiehn

On voit bien l'intérêt que les associations se côtoient, parce qu'on a aussi des associations constituées de personnes qui peuvent faciliter, dans des logiques de formation, dans les échanges et l'évolution des mentalités.

On va maintenant proposer à Boris Tavernier de prendre la parole. Il est fondateur de l'association Vrac.

Vous pouvez présenter votre association, les objectifs, les lieux où elle s'implante, parce que je crois que ce n'est pas anodin, c'est un choix délibéré. Les modalités aussi de l'implication citoyenne.

Et pour le coup, vous êtes le dernier à intervenir, j'aimerais bien que l'on revienne un peu sur le projet de sécurité sociale alimentaire. Comment voyez-vous, maintenant que vous avez mis en œuvre ce projet qui vient compléter ou prendre le contrepoint de l'aide alimentaire classique, comment voyez-vous la sécurité sociale alimentaire ?

Boris Tavernier

Délégué général, Fédération Vrac National

Vrac – à ne pas confondre avec le réseau des épiceries en vrac, qui ne sont pas destinées au même public – est un projet qu'on a démarré il y a 6 ans dans la banlieue lyonnaise, construit avec la Fondation Abbé-Pierre, des bailleurs sociaux et moi qui venais du monde de l'alimentation durable.

On avait cette volonté de rendre accessible des produits de qualité, des produits locaux, des produits bio, aux habitant·es des banlieues, aux habitant·es des quartiers populaires. Parce que le constat est assez simple : quand on n'a pas beaucoup d'argent, on oriente souvent sa consommation vers le moins cher à défaut de la qualité, à défaut de la santé et c'est un phénomène qui est d'autant plus marqué dans ces quartiers parce que ce sont des déserts commerciaux. Donc même si on a envie de bien manger - et il y a beaucoup de gens qui ont envie de



RETOUR SUR...

—

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

bien manger dans ces quartiers contrairement à ce qu'on pourrait penser - et bien il n'y a pas d'offre ou on n'a pas les moyens.

Vrac est un système de groupement d'achat, parce qu'en étant plus nombreux on est plus fort. On peut jouer sur les volumes et nous, on facilite cela.

C'est une action qui se passe de manière mensuelle dans les quartiers, dans les centres sociaux. On fait des prises de commandes. On a une centaine de références de produits, en local, mais pas que - on travaille aussi beaucoup sur des produits secs, donc suivant les régions c'est compliqué. Donc des commandes mensuelles où les habitant·es choisissent les produits dont ils ont besoin, les quantités dont ils ont besoin. Il n'y a aucune obligation, on peut commander pour 5 € [...]

On peut faire ses commandes directement ou en ligne, d'où l'importance de recevoir des publics qui sont parfois en décrochage avec le numérique. Nous on centralise toutes ces commandes et la quinzaine suivante, on crée une épicerie éphémère dans un centre social avec les habitant·es. Tout le monde vient avec ses emballages, ses bouteilles

C'est un projet qui est à la fois :

- Économique, il permet à des personnes de s'acheter des produits qu'elles ne pourraient pas se payer au prix d'achat (la bouteille de jus de pommes local, que j'achète à 1,70 €, je la revends à 1,70 €, il n'y a pas de marge qui soit effectuée). C'est le seul moyen de rendre accessible ces produits à ce public. C'est aussi économique pour les producteurs, qui ne gagnent pas mieux leur vie avec Vrac mais qui travaillent moins. Quand on achète une tonne, deux tonnes, trois tonnes de produits, ça évite de faire les marchés par exemple et du coup, ils vendent - ils peuvent vendre - aussi un petit peu moins cher.
- Un projet social, parce que c'est un projet très féminin. Sur nos 1200 adhérent·es à Lyon, je crois qu'il y a 1180 femmes. Les hommes sont peu intéressés sur la bouffe, à part l'huile d'olive. Ah oui, ça c'est un truc de bonhomme, il faut le savoir. L'huile d'olive, c'est les mecs qui choisissent, c'est comme ça !
- Dans les banlieues, il n'y a pas d'endroit pour les femmes ou très très peu. Les mecs sont au bistrot, ils boivent du café, ils fument la chicha ... les femmes n'ont pas d'endroit ; donc pour aller récupérer leur commande, elles restent 3h et il y a beaucoup d'échanges. Ça génère de la solidarité, on prend les commandes du voisin...
- Un projet autour de la santé évidemment, par les produits qu'on propose - qui sont non transformés, ce sont des produits bruts - et qui redonnent le goût de cuisiner. Il y a toujours cette approche : accéder à des bons produits, ça donne envie de cuisiner, ça donne envie de partager et de retrouver du plaisir. Ça c'est vraiment important.

Il y a clairement un lien entre la sécurité alimentaire et ce que vous disiez sur la solitude. Je ne sais pas si vous vous souvenez, il y a quelques temps il y a eu un très bon documentaire sur France 2. Il y avait un gamin qui expliquait : « je ne peux même pas aller manger une pizza avec mes copains parce que 5 € ce sont



RETOUR SUR...

—
5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

plusieurs kilos de pâtes et pendant qu'eux ils créent de l'amitié, moi je suis seul face à mon assiette et je crée de la solitude ». Effectivement, si les gens ont les moyens de se payer des produits, ils pourront inviter une autre personne à manger et tu régénères ainsi du lien autour d'un plat.

A Vrac, on est un maillon de la chaîne. On ne va pas remplacer la Banque alimentaire. Comme vous l'avez dit très bien, oui il y en aura toujours besoin. On va plus toucher les petit·es retraité·es qui de plus en plus désertent les centres-villes pour les banlieues parce qu'ils n'ont plus les moyens, des travailleur·euses pauvres et il y en a beaucoup, les familles monoparentales On est vraiment un maillon de cette chaîne et c'est cette idée que c'est tous ensemble qu'on peut réussir à changer ces pratiques. Le cœur du métier de Vrac c'est vraiment ça. Et par ailleurs, ce qui nous interroge, ce qui nous intéresse, c'est que les gens se questionnent sur leur consommation. L'objectif ce n'est pas de vendre le plus de produits bio dans les quartiers - sinon on se mettrait en bas d'une tour et on vendrait beaucoup plus. On aime bien aussi organiser des concours de cuisine, des événements festifs, des sorties à la campagne pour rencontrer les paysan·nes et reconnecter un petit peu la terre et le·la consommateur·rice.

C'est un projet un peu plus global et je trouve - la journée d'aujourd'hui en est encore une preuve - qu'il y a du positif. Il y a beaucoup d'initiatives qui se mettent en place, beaucoup d'alternatives au caritatif qui se mettent en place. Récemment j'ai fait un petit tour de France justement de ces alternatives, que ce soient des magasins coopératifs ou des épiceries libertaires autogérées comme à Saint-Denis où tout est à prix coûtant, ou des projets soutenus par le Secours Catholique ou la Belle épicerie à Dunkerque ... Il y a plein d'initiatives qui se mettent en place. Je pense que ça commence aussi à bouger au niveau des collectivités et au niveau de l'État.

Lundi démarre une consultation sur les alternatives à la Banque alimentaire. On a vraiment besoin des collectivités, on a besoin des entreprises, on a besoin des associations et des citoyen·nes. Ce n'est pas chacun dans son coin qu'on arrivera à changer tout ça. C'est vraiment toutes et tous ensemble.

Je fais presque un appel : ça fait quelques années que je gravite dans le monde de l'alimentation et on voit souvent les mêmes personnes, la Fondation Carasso, le réseau Civam, le Secours Catholique, etc. On est beaucoup de structures à tirer plus ou moins dans le même sens mais chacun de son côté. Je pense qu'il est vraiment important de rendre visible ce qui existe, de pouvoir porter une parole commune : est-ce qu'on ne peut pas imaginer de construire une petite tête de réseau sur la question de la précarité alimentaire pour coordonner notre discours parce qu'on dit sensiblement tous la même chose ?

Il faut à la fois construire ce plaidoyer politique mais aussi médiatique et rendre visible ce qui existe pour donner envie aux gens de monter des projets, de continuer de travailler avec la recherche parce qu'on est obligé aussi de construire pas mal d'indicateurs pour montrer qu'on travaille bien. Tout projet un peu alternatif, un peu transversal, ça ne colle pas. La Banque alimentaire ou les Restos du cœur c'est facile : tant d'euros, ça fait x repas. Nous, ce n'est pas la même chose, parce que tu ne mesures pas le lien social, tu ne mesures pas les coûts évités en termes de santé... c'est hyper difficile. J'aimerais bien qu'on aille dans ce sens :



RETOUR SUR...

—

5^È RENCONTRE NATIONALE

« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

tous se regrouper et être plus forts pour faire bouger les lignes et puis avoir des vraies billes face à l'État et aux collectivités.

Moi je n'en peux plus que la grande distribution donne ses restes systématiquement. Parce qu'au pire, il y a le Fonds européen d'aide aux plus démunis (Fead) : on fabrique de la bouffe pour les pauvres, c'est juste une honte, on ne donnerait pas ça à des animaux. Ce n'est pas possible de voir ce qui est donné par le Fead. Ce fonds risque de s'arrêter¹⁰. L'État est en panique, cherche des solutions. Il faut qu'on puisse en apporter de manière collective. J'en parlais avec quelques-uns, je ne trouverais pas délivrant que les grandes surfaces puissent défiscaliser mais que sur les produits sains, pas sur des sodas, pas sur du sucre ou des calendriers de l'Avent en avril ! En portant ce discours-là, peut-être que ça peut faire bouger les choses.

Arnaud Wiehn

On peut considérer que cette rencontre c'est l'appel du 17 janvier ! pour fédérer un peu toutes les forces vives qui sont là aujourd'hui et puis il y en a d'autres. Je vais vous laisser la parole sur la sécurité sociale alimentaire et les enjeux qu'il y a derrière. On voit bien là une diversité d'acteur·rices, une richesse d'initiatives et puis un raisonnement qui est : oui mais il faut aller au-delà. Ne faudrait-il pas systématiser quelque chose qui s'imposerait, mais qui surtout serait une sécurité – c'est l'enjeu de la sécurité sociale ? Une sécurité comme l'est par exemple une logique de service socle en matière alimentaire. Est-ce une logique d'opposition ou une logique de complémentarité ?

La parole à la salle.

Échanges avec la salle

Smeralda Ruspoli

Chargée de projets en santé publique, Ville de Saint-Denis

Je travaille à la mairie de Saint-Denis, je suis chargée de projet sur les questions de santé environnementale. On a un projet notamment sur l'accès à une alimentation saine pour toutes et tous.

Je me demande si les personnes qui réfléchissent à la sécurité sociale alimentaire ont déjà pris contact avec la sécurité sociale, parce qu'en fait, vu les coûts de santé qui seraient épargnés avec une alimentation saine ... Ne peut-on pas le considérer comme un investissement ?

¹⁰ A la date de la Rencontre, les associations engagées dans l'aide alimentaire craignaient une absorption du FEAD par les Fonds sociaux européens et une baisse de son enveloppe globale (3,5 milliards) de moitié sur les sept années à venir.



RETOUR SUR...

—

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Lola Guillot

C'est une question qu'on envisage mais qui est tellement difficile à chiffrer !

Il faut faire attention, ce n'est pas de l'argent qui va être disponible tout de suite. Il va falloir un laps de temps avant que les gens soient en meilleure santé grâce à l'alimentation et grâce à la sécurité sociale de l'alimentation.

Ce n'est pas de l'argent sur lequel il faut compter immédiatement. Bien sûr on peut imaginer qu'il y aura des économies si les gens choisissent – parce qu'on parle bien d'alimentation choisie – une alimentation qui est meilleure que celle d'aujourd'hui pour leur santé. On en a discuté avec des nutritionnistes qui nous disaient que oui, c'est évident, mais maintenant à chiffrer, c'est compliqué. On peut faire des estimations sur le long terme, mais ce n'est pas de l'argent disponible – là maintenant tout de suite – qui permettrait de faire une transition. Le considérer comme un investissement, c'est un argument politique, clairement.

Sur la question « opposition ou complémentarité » : comme l'a dit Viviane Tirlicien, on aura toujours besoin d'une aide d'urgence. Mais maintenant, il faut sortir de quelque chose qui est systématisé et d'un système qui garde les gens dans la précarité.

Je n'ai peut-être pas bien insisté tout à l'heure : pour nous, c'est 150 € pour tout le monde. Ce n'est pas une politique pour les pauvres, ce n'est pas une politique destinée à une population, c'est sans condition de ressources. Après, bien sûr, il y a la cotisation : certains cotiseront plus, parce qu'ils ont des revenus plus élevés, donc forcément ils vont cotiser plus que ce qu'ils reçoivent. Pour d'autres, ils vont recevoir plus que ce qu'ils cotisent.

On nous demande souvent : « pourquoi vous les donnez aussi aux riches ces 150 € ? ». Il y a une raison toute simple : c'est des choix collectifs et il ne faut pas que les riches soient exclus des choix collectifs que l'on fait pour la société. S'ils ont les moyens de ne pas utiliser ces 150 €, ce sera 150 € de perdu pour eux ; mais on ne peut pas les exclure de ce fléchage collectif qu'on choisit.

Je voulais attirer votre attention sur le fait qu'il y a plein d'initiatives qui sont super chouettes – celles qu'on met en avant, elles sont là pour nous inspirer – mais il faut faire attention aux inégalités territoriales et à tous les endroits où il ne se passe rien.

Enfin, concernant l'idée de construire une tête de réseau, on est d'accord là-dessus. On essaie de construire une tête de réseau sur les questions de sécurité sociale de l'alimentation, on s'est déjà croisés aussi !

Sur la grande question de la solitude, du lien avec la solidarité, Dominique Paturel avec qui on travaille, chercheuse à l'Inra, travaille beaucoup sur la question de la restauration collective, plus large que celle qu'on a aujourd'hui. Il y a certaines communes où il y a de la restauration collective communale ouverte le soir, pour tout le monde. Ça fait partie des pistes qui pour nous sont importantes, notamment pour répondre à la question de l'injonction à la cuisine. Le fait d'avoir de la restauration collective conventionnée, c'est une des manières aussi de répondre à ça.



RETOUR SUR...

—

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Pour finir, ce que j'ai beaucoup entendu aujourd'hui, c'est la question des bénévoles qui sont dans ce système. En fait, on est dans un système qui repose beaucoup sur le bénévolat, donc sur le travail gratuit. Pour nous, c'est quelque chose qui fonctionne dans l'urgence, parce que les services publics, l'État ou en tout cas les services collectifs, s'il y a besoin de bénévoles là-dessus, c'est qu'il y a une mission collective qui n'est pas remplie. Il faut donc penser à comment on sort de ça et ne pas juste féliciter les bénévoles - même si bien sûr on peut les féliciter - on ne peut pas se contenter de ça.

Par rapport à la question de l'isolement, l'idée c'est de donner à chacun le pouvoir d'acheter et du coup de pouvoir sortir et participer à la vie collective autour de l'alimentation.

Enfin par rapport à l'accès géographique à la distribution et par rapport à où acheter, c'est une réflexion qu'on n'a pas vraiment plus creusé que ça.

Delphine Schemer

Je voudrais réagir sur le collectif et la place des bénévoles sur la restauration collective. Il y a pas mal d'endroits où il y a des repas collectifs où on peut se rencontrer. Mais quand vous êtes mère de 3 enfants et qu'il faut ressortir à 18 h parce que le repas il est 18 h 30 et pas à 21 h et allez prendre votre repas avec des gens que vous ne connaissez pas forcément et que vous ne choisissez pas ce que vous mangez, je ne suis pas tout à fait sûre que ce soit la bonne façon de traiter l'isolement des gens.

Sur la place des bénévoles je trouve que c'est réduire leur rôle citoyen que de réduire le bénévolat à du travail gratuit. Le « faire ensemble », redonner la décision de comment les difficultés des personnes sont solutionnées, leur donner la liberté et le pouvoir de décider comment, c'est important et faire avec c'est déjà ça.

Les bénévoles ne sont pas forcément des gens qui n'ont pas de problèmes. Les bénévoles, ce sont des gens qui ont décidé de se mettre ensemble pour porter un projet. Je pense qu'il faut arrêter de dire : il y a les bénévoles qui savent et qui font un travail gratuit qui devrait être fait par d'autres et que de l'autre côté, il y a des bénéficiaires qui ont de la chance que le bénévole soit là ; on se trompe de combat.

Maylis Zamblera

On ne force personne à aller à la restauration collective le soir, c'est juste une possibilité qui existe pour les personnes qui ont besoin ou l'envie de ce lien social. Mais on n'est pas du tout dans l'injonction au lien social et on peut même imaginer des services de type traiteur qui permettent d'emmener chez soi. L'idée ce n'est pas du tout de proposer une façon uniforme de manger.

Sur le bénévolat, on est d'accord sur le fond.



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Arnaud Wiehn

Je trouve intéressant que le débat vienne se cristalliser sur la notion de bénévolat.

Avec Jean-Luc Brustis, on a des débats là-dessus et le dispositif Monalisa, la mobilisation nationale contre l'isolement des personnes âgées, est une démarche qui repose essentiellement sur l'engagement citoyen bénévole. Et quand les pouvoirs publics reconnaissent l'intérêt d'une démarche de ce type, ils ont tendance à l'institutionnaliser. Alors que les bénévoles ce sont des bénévoles ; mais on voit des dotations, des subventions, des critères arriver et on commence un peu à standardiser et à aider des bénévoles pour qu'ils aident à leur tour.

Je trouve cela très intéressant car au-delà des envies, la question c'est le type de lien et de rapport, de statuts qu'ont les individus. Pourquoi on organise ça à 18 h ? Si à 18 h ça ne convient pas à certains, on comprend ; mais quel est le statut de ceux qui organisent ? C'est dédié à qui ? Quelles sont les relations qui sont instaurées ? Je pense qu'on est vraiment au cœur du sujet : l'alimentation ce n'est pas que consommer et manger, c'est un lien social et donc il sera conditionné par les statuts et les représentations et les affichages aussi que l'on met derrière ces liens.

Didier Febvrel

Vous n'avez pas pensé à faire le lien avec l'idée de revenu universel ? Moi ça me séduit plutôt pas mal : on me donne 1 000 € et j'en fais ce que je veux. Je l'utilise pour l'alimentation ou pour autre chose. Qu'est-ce que vous en pensez ? Pourquoi sur l'alimentation particulièrement ? du coup on va rentrer en concurrence avec d'autres aides sociales, ça a l'air compliqué, non ?

Lola Guillot

On travaille avec le Réseau Salarial qui ne travaille pas sur le revenu universel mais sur le salaire à vie. On n'a pas forcément besoin de rentrer là-dedans aujourd'hui mais effectivement, leur idée s'ils travaillent sur la question alimentaire c'est parce que la sécurité sociale est une manière d'étendre ce qu'ils appellent le salaire socialisé. Leur stratégie ce serait plutôt de faire plein de sécurités sociales : du logement, de l'alimentation, et cetera. Ce qui fait qu'au bout d'un moment, on en arrive au salaire à vie avec tout le salaire qui est socialisé. Nous, on est impliqués sur les questions agricoles et alimentaires, c'est pour ça qu'on parle d'agriculture et d'alimentation, mais on est clairement ouverts à toutes ces réflexions et l'idée c'est d'avoir les possibilités d'agir collectivement sur ces questions – de choisir le modèle agricole alimentaire derrière en fait – on doit choisir collectivement sur ces questions-là.



RETOUR SUR...

—

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Sylvie Laborie

Chargée de mission, Union départementale des CCAS de Gironde

Deux choses me font réagir. L'expérience de Vrac, je la trouve extrêmement intéressante et effectivement elle existe à Bordeaux et je pense qu'il y a des choses à travailler sur d'autres territoires girondins.

Je pense que globalement il y a des choses à faire avec les bailleurs sociaux sur les territoires sur cette question. Il faut aussi travailler sur les territoires ruraux et la Gironde c'est une grande diversité de territoires donc dans le rural cette question se pose aussi.

Et j'ai bien aimé dans l'exemple l'idée aussi que quand les personnes se retrouvent et que les achats sont passés, il se passe aussi des échanges, du lien social et que toute cette dimension est très intéressante.

Sur la question « santé et alimentation » je voulais réagir. Je suis sur le principe tout à fait d'accord sur la nécessité de revoir la distribution alimentaire. L'histoire des colis, qui sont fabriqués, où on donne à tout le monde sans savoir les habitudes alimentaires - par exemple la question qu'évoquait Madame tout à l'heure de savoir si on est végétarien, si on mange du porc ou pas - oui ça me paraît la base. Mais ce qui me paraît aussi important et vous le disiez, Madame : « l'éducation à l'alimentation, on n'est pas là pour ça ». Mais moi je crois que l'éducation à l'alimentation, c'est quelque chose d'extrêmement important. Je pense aussi que quand il y a des bénévoles, il y a aussi de la formation des bénévoles qui existe. Il peut y avoir des interventions de nutritionniste et, on le sait quand on côtoie au quotidien les personnes en difficulté par rapport à l'alimentation, qu'il y a aussi parfois des problèmes de santé liés au fait qu'on est en situation de précarité et qu'on a des enfants qui ont des problèmes d'obésité... Ce sont des problèmes variés et je pense que s'il y a une éducation à l'alimentation au moment où on est dans cette démarche d'accompagner, pour moi c'est quelque chose quand même qui est extrêmement important.

Maylis Zamblera

Si on pense l'accès à l'alimentation différemment et notamment de façon collective, il se passe plein de choses que l'on n'avait pas prévu et que je pense beaucoup plus profondes que l'intervention d'un nutritionniste.

On voit quand même dans le collectif des choses qui se passent notamment parce que les familles qui se voient tous les samedis pour vous parler d'un projet dont je m'occupe – qui discutent et qui voient leurs enfants grandir et qui voient ce que les unes et les autres font – ce sont ces familles qui peuvent, à un moment ou à un autre, parce qu'elles sont partie prenante complètement du projet, qui vont pouvoir interroger. Une fois, par exemple, elles ont eu une discussion autour du petit-déjeuner et ce sont les familles qui ont dit : « et bien nous, on aimerait bien qu'un nutritionniste vienne nous en parler ». Donc ce sont elles qui ont choisi d'aller chercher l'information et nous, on les a aidées à organiser cette information. Mais ce n'est pas nous qui faisons. C'est juste que quand c'est



RETOUR SUR...

—

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

collectif et quand on est dans une situation où les gens ont confiance, et bien en fait il se passe plein de choses

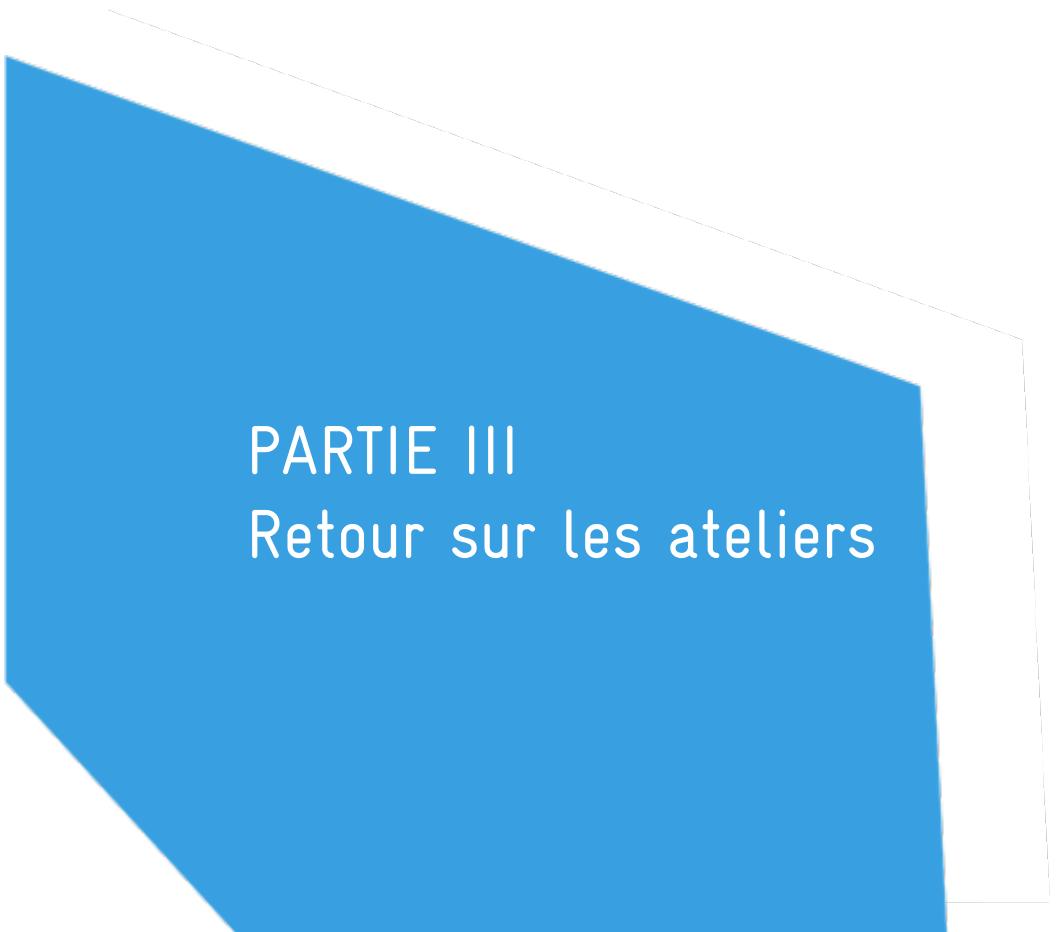
Viviane Tirlicien

Pour nous, les personnes qui vivons la précarité, il y a des mots qui nous mettent hors de nous : Nous apprendre, nous accompagner, nous éduquer... je suis désolée, une maman qui va avoir une nutritionniste devant elle, qui va lui dire : « je vais vous apprendre à cuisiner », la première chose qu'elle va dire c'est : « mais moi je cuisine avec ce que j'ai et pas ce que vous allez nous montrer à faire. Vous allez nous montrer comment faire un plat qui est tout à fait dans les normes de nutrition. Mais est ce que je vais pouvoir le reproduire à la maison ? Moi je préfère la quantité à la qualité du plat. On ne peut pas présenter un plat de 3 étoiles ou 4 étoiles à une maman qui vit la précarité. Ce n'est pas possible. » Faites attention aux mots accompagnement, éducation, on va vous apprendre ... Non, nous on peut vous apprendre. Nous, on a des qualités. On peut vous montrer qu'avec des restes, on peut faire un plat complet. Ça on sait le faire. Pourquoi nous dire : « on va vous apprendre, on va vous éduquer » ? Ce sont les mots à l'heure actuelle : « on va vous apprendre à serrer votre budget, on va vous apprendre à cuisiner, on va vous apprendre à tenir votre maison, on va vous éduquer sur la façon d'élever vos enfants ». Non, il faut supprimer tous ces mots-là. C'est comme les mots « pourquoi » : pourquoi vous n'êtes pas venu·e à un rendez-vous ? Ça met tout de suite une barrière. La personne n'a pas à se justifier et dire pour quelle raison elle n'est pas venue.

Faites attention, les mots sont très importants, c'est d'une importance incroyable. Déjà la personne qui est dans la précarité va dans des endroits à reculons, avec la honte, la perte de sa dignité et tout ce qui s'en suit et en plus on l'oblige à se justifier et on lui dit : « on va vous apprendre, on va vous accompagner ». Mais parfois, elle est tout à fait capable de faire elle-même. Seulement, il lui manque peut-être un petit déclic. Parfois, comme je dis tout le temps, le médecin il n'est pas que là pour vous donner des médicaments. Parfois, le médecin, le fait de parler avec sa patiente, de la regarder et de discuter un quart d'heure avec elle, elle repart et elle n'a pas besoin de médicaments.

Arnaud Wiehn

Merci, c'est très bien comme mot de la fin. Merci à toutes et tous d'avoir participé.



PARTIE III

Retour sur les ateliers



RETOUR SUR...

5^e RENCONTRE NATIONALE

« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Atelier 1/ Du national au local, les dynamiques alimentaires face aux dynamiques de santé : quelles articulations politiques et opérationnelles ?

Santé et alimentation sont désormais l'affaire de tous et de nombreux dispositifs publics et plans d'actions s'en saisissent : ASV, CLS, PAT, PNNS, PNA, PNAN, PRS, PRSE,

Mais, concrètement, comment ces différents dispositifs s'articulent-ils, à quelles échelles ? Quelles mutualisations des diagnostics et des priorités « partagées » sont opérées ? Des procédures sont-elles mises en place pour permettre une meilleure interconnexion entre les dispositifs et les différentes échelles de pilotage ?

Les témoignages d'une part des services de l'État de Nouvelle-Aquitaine, et d'autre part de la Communauté d'agglomération du Douaisis ont donné à voir les passerelles, coordinations et articulations possibles et nécessaires entre les dispositifs et programmes d'actions des différentes politiques publiques en matière de santé et d'alimentation, à toutes les échelles – nationale, régionale et locale.

Une démarche partenariale à l'échelle régionale : quand l'ARS, la DRÉAL et la DRAAF de Nouvelle-Aquitaine s'associent

Nathalie Deredempt, chargée de mission Alimentation, santé/environnement, DRÉAL Nouvelle-Aquitaine

Marion Elissalde, Chargée de mission prévention, promotion de la santé, ARS Nouvelle-Aquitaine

Valérie Merle, Responsable de l'unité alimentation, DRAAF Nouvelle-Aquitaine.

Contexte

Au niveau national, le Plan national nutrition santé (PNNS) et le Programme national pour l'alimentation (PNA) donnent le cadre pour développer des politiques favorisant une alimentation de qualité (bio, fait-maison, etc.), chacun piloté par son ministère de rattachement (respectivement celui de la santé et celui de l'agriculture). Depuis 2019, ils sont réunis dans le Programme national de l'alimentation et de la nutrition (PNAN) pour une meilleure articulation.

Dans son évaluation du précédent PNNS, l'Igas soulignait la difficulté à orchestrer la coordination des politiques publiques locales ; des difficultés que rencontre moins la Nouvelle-Aquitaine grâce au travail partenarial.



RETOUR SUR...

—
5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Historique du travail partenarial en Nouvelle-Aquitaine

Si les services de l'État se coordonnent, c'est pour viser une déclinaison harmonisée des politiques nationales, et un partage des diagnostics et des priorités régionales.

En 2014, on a constaté qu'il n'y avait pas d'actions en alimentation valorisées au travers des Agenda 21 en région Aquitaine. Cela a provoqué un travail soutenu financièrement par le ministère de l'environnement pour accompagner les initiatives de trois territoires.

En 2016, à l'occasion de la fusion des anciennes régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin, le partenariat s'est élargi et conforté. Cela s'est concrétisé dans plusieurs actions :

- recensement des besoins des acteurs et constitution d'un réseau ;
- coordination entre les appels à projets respectifs de l'ARS, de la DRÉAL et de la DRAAF ;
- échanges techniques sur différentes thématiques (nutrition santé, filière agricole, alimentation, environnement, développement territorial, etc.).

La loi EGALIM, votée en 2018, a ensuite été un point d'appui important. Elle a légitimé qu'on élargisse l'approche de l'alimentation. Dans cette loi, qui fait suite aux États généraux de l'alimentation, on parle pédagogie, gaspillage alimentaire, diversification des menus en établissements scolaires, etc.

Malgré tout, au niveau local, on voit encore que les projets de territoire relatifs à l'alimentation, en particulier les PAT, s'approprient peu les thématiques sociales et de santé.

A l'échelle des programmes régionaux, on cherche à se coordonner et faire des liens. Par exemple, la concertation menée dans le cadre de l'élaboration du Plan régional santé-environnement (Prse) de Nouvelle-Aquitaine a fait émerger deux thématiques (non présentes dans les précédents Prse) : l'alimentation et les nanoparticules. Ainsi, le nouveau Prse intègre une fiche « favoriser l'accès pour tous à une alimentation saine et durable » ; laquelle comprend deux actions : soutenir les initiatives pédagogiques innovantes et sensibiliser, former et accompagner les acteurs de territoire.

Déclinaison au local du partenariat régional

Le partenariat développé au niveau de la région (ARS, DRÉAL, DRAAF) se répercute au niveau local, en particulier par l'intermédiaire des contrats locaux de santé (CLS). De plus, la simultanéité des procédures de financements assure une meilleure coordination et un enrichissement des thématiques traitées.

Divers

Pour accompagner la restauration collective, différents outils ont été mis en place au niveau de la région Nouvelle-Aquitaine pour accompagner un changement de pratiques (en particulier via l'achat public).



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

L'ARS, la DRÉAL et la DRAAF se réunissent sur certaines thématiques, comme la précarité, pour réaliser des co-financements, voire lancer un appel à projets commun.

Une démarche partenariale à l'échelle intercommunale : du PAT à la santé, l'exemple du Douaisis

Marie-Martine Poirot, Directrice du Pôle de développement territorial, Communauté d'agglomération du Douaisis

Contexte

La Communauté d'agglomération du Douaisis a construit une politique globale autour de l'alimentation qui a peu à peu intégré les enjeux de santé. La démarche a été progressive, à l'image de la construction de la légitimité des élus·es.

Il y a une dizaine d'années, les élus·es ont engagé un travail sur la thématique « alimentation, santé, environnement », alors même qu'aucun programme de l'État n'existe et ne pouvait être un point d'appui. Le territoire a une culture de dialogue avec les habitant·es. C'est pourquoi un travail de concertation a été mené avec les partenaires pour mettre en place un projet agricole : d'abord sur la question du bio, puis plus largement sur l'alimentation.

Pour mener ces concertations, on a été aidés par des structures spécialisées ; en capacité de débloquer le dialogue et d'avoir une représentation de la diversité de la population (tant sociale que générationnelle).

Les élus·es ont su laisser le temps à la démarche et n'ont pas mis de pression sur le calendrier. Cela a été un facteur déterminant pour acquérir la légitimité et intégrer des structures avec lesquelles aucun partenariat ni habitudes de travail n'étaient déjà tissés.

On a commencé par identifier ce qui était fait et non fait, tout en respectant le travail des autres. On a constaté beaucoup de travail en silo. Pour y remédier, on a organisé des rencontres de présentation inter-structures : il en a émergé des pistes de complémentarité, notamment sur la question de la recherche de financements.

La Communauté d'agglomération organise un appel à initiatives annuel auquel les structures sont invitées à candidater. C'est pour nous un outil de coordination.

La création des PAT en 2014 a été une opportunité pour asseoir notre travail et conforter notre légitimité.

Je le répète, il est très important de se donner le temps, car il s'agit d'accompagner des changements de comportement chez les habitant·es. Donc il est impératif de s'inscrire dans la durée, dans le temps long.

Une de nos grandes difficultés est d'évaluer ces changements individuels ; cela complique la mesure de l'efficience de notre action.

Focus sur la restauration collective

On a d'abord travaillé sur la rédaction des cahiers des charges. La formation des chef·fes cuisinier·ères, telle qu'elle existe aujourd'hui, est un frein : elle ne favorise pas leur conversion vers des nouveaux modes de cuisiner avec des produits différents.

Pour compléter la stratégie, on mène des actions d'éducation alimentaire, via des prestations et surtout le recrutement d'un chargé de mission dont la mission est de mettre en œuvre des actions pédagogiques. En 2019, les actions se sont concentrées sur la problématique des perturbateurs endocriniens ; en 2020, elles ont traité des protéines végétales et animales.

Focus sur l'organisation

Le choix politique a été d'adopter un prisme environnemental, et non pas d'avoir une approche exclusivement économique. Cela s'est traduit dans l'organigramme en facilitant un travail transversal entre services.

Les politiques agricoles ont travaillé sur l'évolution des pratiques bio, avec l'aide de juristes : le foncier et le nombre d'agriculteurs en bio ont été multiplié par quatre.

Il faut être vigilant, les agriculteurs vivent très mal « l'agri-bashing ». On a collaboré avec la MSA, pour développer un appui psychologique et santé (aussi parce que la profession est très impactée par les cancers professionnels).

Échanges et débats

Les échanges entre participant·es ont mis en avant les difficultés pour des acteurs locaux, comme une épicerie sociale, à trouver leur place parmi des politiques publiques parfois contradictoires (par exemple, l'incitation au bio s'accompagne rarement d'une réflexion sur son accessibilité financière). Ils et elles ont aussi souligné la tension entre les réponses d'urgence (nourrir ceux qui ont faim) et les approches à plus long terme soucieuses de la qualité de l'alimentation de toutes et tous.

Il a aussi été souligné l'importance de recréer du lien entre producteurs et consommateurs ; d'autant plus que pour les personnes en situation de précarité alimentaire, le passage par des structures sociales peut générer des formes d'injonction contraires à un accès digne et libre à son alimentation.



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

A retenir

- › Le cadre national constitue un appui pour la mise en place de politiques locales. Par exemple, le soutien des projets alimentaires territoriaux par le ministère de l'Agriculture incite les villes à interroger les enjeux liés à l'alimentation et les légitime.
- › Mais il n'est pas pour autant indispensable : des initiatives locales, portées par la société civile et/ou par des collectivités territoriales, se mettent aussi en place indépendamment de l'existence d'un cadre national, et ainsi expérimentent de nouvelles façons de penser le développement d'un territoire et de lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé.
- › Les politiques liées à l'alimentation sont intrinsèquement transversales et multi-partenariales.



RETOUR

SUR...

—

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Atelier 2/ L'accessibilité à une alimentation de qualité : quelle offre prioriser et comment la rééquilibrer localement ?

De nombreuses démarches, conduites à l'échelle locale par des acteurs publics et/ou des collectifs citoyens, visent à renforcer l'accessibilité locale à une alimentation de qualité. L'accessibilité se décline du point de vue géographique et financier, mais aussi de l'accès à l'information. Que nous disent ces expériences ? Qu'en est-il de la prise en compte des publics les plus fragiles ? En quoi les démarches portées par des collectifs citoyens interpellent-elles les pouvoirs publics ? Comment dépasser les contradictions induites (accès financier / qualité des produits / circuits courts) ?

A travers les témoignages du Pays Terres de Lorraine et de l'association Vrac cherchant à agir sur des inégalités de santé en matière d'alimentation, nous avons interrogé les démarches qui luttent contre la précarité alimentaire et qui renforcent l'accessibilité à une alimentation locale et de qualité.

Comment un projet alimentaire territorial pose la question de l'accessibilité sociale d'une alimentation saine et locale

Benoît Guérard, Directeur, association Pays Terres de Lorraine

Viviane Tirlicien, Militante ATD Quart-Monde

Le territoire et le contexte

La démarche se situe sur un territoire rural et péri-urbain de 100 000 habitant·es et 4 communautés de communes du sud-ouest de la Meurthe-et-Moselle compris dans l'aire urbaine de Nancy. Les élu·es souhaitent que le territoire demeure un espace productif alors que la pression urbaine progresse en même temps que sa fonction résidentielle.

Il y a peu d'agriculteur·euses (moins de 2 % de la population active) mais le Pays compte près de 800 exploitations, surtout de type polyculture élevage avec 52 % des fermes possédant un troupeau de bovins. Il existe des productions minoritaires qui tendent à se développer comme le maraîchage, la viticulture ou l'élevage de volaille. Les céréaliers représentent 18 % des exploitant·es du territoire. Les circuits dits « courts » sont en progression et concernent aujourd'hui une exploitation sur six. L'agriculture représente le premier usage de l'espace.

Au niveau social, des poches de pauvreté sont concentrées dans les secteurs urbains du territoire (ville principale de Toul et centralités de milieu rural) et sont assez importantes (jusqu'à 20 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté).



RETOUR SUR...

5^E RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Le projet « Se nourrir lorsqu'on est pauvre »

Un projet alimentaire territorial (PAT) a été labellisé il y a 3 ans à l'échelle du Sud 54 ; il couvre la Métropole du Grand Nancy et les trois Pays/PETR l'entourant. Il comprend une démarche d'accès à l'alimentation de qualité des personnes en précarité intitulé « Se nourrir lorsqu'on est pauvre », démarche co-pilotée par le Pays Terres de Lorraine et ATD Quart-Monde.

Le PAT ambitionne un changement d'échelle dans le développement des circuits de proximité qui, paradoxalement, sont importants dans les représentations mais encore faibles en réalité (seulement 2 % de la consommation). Sur Terres de Lorraine, les élus ont accepté d'engager un PAT à la condition d'y inclure la dimension sociale, à savoir permettre au plus grand nombre d'accéder à une nourriture de qualité, tout en réduisant la consommation d'aliments industriels. Ce sont les élus qui ont demandé dès le début du PAT qu'il ait une inflexion sociale. Ils voulaient toucher celles et ceux qui ne sont pas déjà enclins à consommer bio.

Le PAT croise un certain nombre d'enjeux et de chantiers avec les deux contrats locaux de santé (CLS) du territoire signés en décembre 2018 : promotion d'une alimentation saine, accès digne et durable pour tous à une alimentation de qualité, nouvelles approches en matière de messages nutrition santé...

L'aide alimentaire présente de nombreux défauts et n'est pas une réponse durable à la précarité alimentaire : par exemple, les colis d'urgence sont certes un palliatif répondant à un besoin immédiat, mais ils ne doivent pas être une solution permanente car ils n'offrent pas de choix et ne sont pas très bons pour la santé. Il faut donner le choix parmi des produits de qualité. Notre ambition est de travailler en profondeur et dans la durée, pour un accès digne et durable à une alimentation de qualité pour toutes et tous.

On parle d'alimentation dans toutes ses qualités. Parmi ces qualités, l'autonomie dans l'accès qui apporte plus de dignité. Actuellement, la qualité et la dignité viennent après l'accès quantitatif à l'alimentation. Il faut pouvoir sortir de l'aide alimentaire. Les personnes veulent payer ce qu'elles achètent et surtout choisir.

La rencontre avec ATD Quart-Monde a été déterminante. L'association avait initié avec son réseau Santé une démarche « Se nourrir lorsqu'on est pauvre ». A travers les échanges entre militant·es ATD Quart-Monde, ce travail donne à voir les témoignages, envies et besoins de personnes vivant en situation de précarité. Cette démarche a trouvé une suite plus opérationnelle sur le territoire de Terres de Lorraine. Le projet est multi-dimensionnel, constitue un cadre et présente des ambitions sur le long-terme. Une charte commune à l'ensemble des acteurs et actrices du territoire (Chambre d'agriculture, associations, ATD Quart-Monde, CCAS, collectivités territoriales, personnes en situation de précarité...) a été élaborée, avec onze points fondateurs en partenariat avec une chercheuse en droit de l'alimentation. Élaborée pendant un an, cette charte pose le principe d'un accès digne et durable à une alimentation de qualité pour toutes et tous. Ce travail de l'ombre a permis de se mettre d'accord sur les objectifs et de parler un même langage. Des temps de formation où sont intervenues des personnes vivant la précarité ont été essentiels pour mettre au jour les enjeux.



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE

« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Viviane Tirlicien, militante d'ATD Quart-Monde et co-animateuse du projet, revient sur les préjugés que l'on exprime auprès des personnes vivant la précarité : « Vous devez apprendre à cuisiner », or les pauvres savent cuisiner ; « On va vous apprendre » : elles savent faire ; « On va vous accompagner », « on va vous éduquer ». Les mots ont une très grande importance sur le ressenti, la confiance en soi, la dignité. Par exemple, le terme de bénéficiaire est offensant.

Pourquoi nous dire « on va vous apprendre » ? Non, amenez-nous des produits et nous on va vous montrer qu'on peut nourrir une famille avec peu.

A la suite de l'élaboration de cette charte, une nouvelle étape de déploiement a été amorcée en 2019.

Organisation d'achats groupés

Des agriculteur·trices maraîcher·es souhaitaient rendre accessibles leurs produits plus facilement mais sans passer par le don, car leur propre situation est déjà tendue financièrement. L'objectif a été de trouver un accord gagnant-gagnant entre producteur·trices et personnes dans la précarité. Le fait qu'il ne s'agisse pas de don redonne de la dignité et une autre valeur aux produits. Le prix est fixé par l'agriculteur·trice. Exemple de tarifs : 0,60 € le kg de pommes de terre Charlotte, 1,20 € le kg de mirabelles.

Cela permet aux personnes en précarité de pouvoir diversifier leur alimentation. Pour l'année 2018, 1,8 tonnes ont été vendues. C'est aussi intéressant économiquement pour les producteur·trices (cela permet d'écouler leurs excédents). L'association « Emplettes et Cagettes » a été créée en juillet 2019 pour pérenniser les opérations test et organiser le groupement d'achats.

L'accès à une aide alimentaire revisitée

Ce travail est mené avec les structures distribuant l'aide alimentaire, pour améliorer les démarches (simplifier et uniformiser) et proposer un accueil plus humain.

L'accès au foncier agricole

On travaille avec une commune rurale du territoire pour la mise en place d'un jardin nourricier.

Accompagner toutes les initiatives locales

Il s'agira de soutenir toutes les initiatives locales, même petites, et les coordonner vers un objectif commun.



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Améliorer l'offre de produits, qualité, prix, disponibilité

Boris Tavernier, Directeur Vrac National

En 2003, j'ai monté un bar-restau-salle de spectacle à Lyon, avec l'envie de démocratiser les bons produits : c'était une des premières Scop en circuit court, on proposait des produits bio et locaux, en voulant montrer qu'on pouvait consommer différemment sans que cela coûte plus cher. Ça a fonctionné, mais on touchait un public déjà sensibilisé, militant et engagé. Vrac est né de là : comment aller plus loin ? comment faire en sorte que les publics qui ne peuvent pas se payer ces bons produits puissent y accéder ?

Des échanges ont démarré avec un bailleur social qui cherchait à travailler sur le reste-à-vivre de ses locataires, et avec la Fondation Abbé-Pierre. Je ne pouvais arriver dans les quartiers avec une posture : « bonjour j'ai des produits bio à vendre ». J'ai d'abord passé trois mois à rencontrer les gens, discuter, aller dans les centres sociaux, dans les associations de quartier... L'objectif c'était de convaincre par le goût. Donc j'ai organisé des dégustations au pied des immeubles. Une fois le goût validé, on peut parler de prix. Pour être accessibles, les produits sont proposés au prix coûtant.

Les quartiers politique de la ville sont souvent des déserts alimentaires. Même si tu as envie de bien consommer, il n'y a pas l'offre sur place et/ou tu n'en as pas les moyens.

Vrac est une épicerie éphémère qui offre la possibilité de faire des commandes groupées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (l'association s'est déployée sur Lyon, Strasbourg, Paris, Bordeaux, Toulouse). Le projet est orienté vers l'accès du plus grand nombre à des produits de qualité issus de l'agriculture paysanne, biologique et/ou équitable à des prix bas grâce à la réduction des intermédiaires et la limitation des emballages.

On s'appuie sur le centre social pour les distributions ; cela fonctionne mieux qu'un local prêté par le bailleur (parce que les habitant·es ne connaissent pas le lieu). Les commandes sont mensuelles, en ligne et physiquement lors de permanences dans les centres sociaux. Une centaine de produits, principalement secs, sont référencés.

Sur la métropole de Lyon, plus de mille familles sont adhérentes ; cela représente 70 tonnes de produits vendus. L'objectif, ce n'est pas de vendre des produits bio dans les quartiers. C'est que les gens aient le choix, qu'ils soient acteurs de leur consommation.

Vrac s'appuie sur un territoire donné pour s'adapter à chaque fois plutôt que de développer des franchises et dupliquer à l'identique un projet. La construction du choix des produits se fait avec les différents acteurs locaux.

L'expérience de Vrac témoigne de l'importance et l'intérêt à travailler en collaboration avec les personnes dans la précarité pour connaître leurs besoins et trouver les solutions ensemble.

Il faut casser l'idée que les pauvres ne savent pas cuisiner. Avec Vrac, on organise des concours de cuisine dans les banlieues, avec des grands chefs dans le jury. Si



RETOUR SUR...

—

5^e RENCONTRE NATIONALE

« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

tu as accès à des bons produits, tu as envie de cuisiner, et surtout de retrouver le plaisir.

A propos du modèle économique, on est aujourd’hui à l’ère du French Impact : les associations doivent répondre à un besoin social et générer de l’argent par elles-mêmes. C’est totalement contradictoire. La question politique est très importante : c’est un choix politique que de rendre accessible des produits de qualité au plus grand nombre. Pour moi, ce n’est pas un coût mais un investissement sur des dépenses de santé. »

L’association est financée par des bailleurs sociaux, des communes et des fondations (Fondation Carasso, Fondation Abbé-Pierre, Secours Catholique, La France s’engage).

Échanges et débats

Les échanges entre les participant·es ont porté sur les difficultés à porter des projets pour les personnes vivant en situation de précarité, soit parce qu’elles sont « invisibles », soit parce que les porteur·ses de projets (autant les élue·es, les technicien·nes que certaines associations) ont des préjugés sur les besoins et les capacités du public ciblé.

Les incohérences des petits déjeuners gratuits à l’école, récente mesure prise par le gouvernement dans le cadre de son plan de lutte contre la pauvreté, ont été pointées. Ces petits déjeuners sont fournis par les villes, sans soutien financier de l’État ; dans certaines écoles, les produits proposés étaient industriels et sucrés (type Pitch et jus d’orange).

Il ressort que nombre de projets relevant de l’aide alimentaire fournissent des aliments industriels de mauvaise qualité d’un point de vue nutritif.

A retenir

- › L’aide alimentaire n’est pas une réponse durable à la précarité alimentaire.
- › Travailler en collaboration avec les personnes dans la précarité pour connaître leurs besoins et trouver les solutions ensemble.
- › Rendre accessible des produits de qualité au plus grand nombre relève avant tout d’un choix politique.
- › L’organisation d’achats groupés permet de rendre accessibles des produits de qualité. Les personnes peuvent choisir les produits et sont actrices de leur consommation.



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Atelier 3/ Les prérogatives des collectivités et leurs regroupements face aux enjeux alimentaires et de santé : quelles organisations des services privilégier ?

L'évolution des compétences des collectivités au cours des dernières années a amené des réorganisations de services et de délégations des élus·es qui questionnent les articulations d'échelle et posent la question de la proximité. Dans ce nouveau paysage, à quelles échelles faut-il s'organiser pour traiter pleinement les enjeux alimentaires et de santé ? Y-a-t-il un risque d'isolement ou de mise en concurrence des collectivités ? Quels leviers peuvent actionner les collectivités (restauration scolaire, jardins partagés, marchés publics, ...) ?

Les témoignages qui suivent ont illustré l'enjeu de la complémentarité entre les différentes compétences et acteurs d'un même territoire et le besoin de dépasser les modes de fonctionnement en « tuyaux d'orgue ».

La démarche de la métropole bordelaise

Morgane Scouarnec, chargée de mission Gouvernance alimentaire, Bordeaux Métropole

Anne Brissard, chargée de mission, Contrat Local de Santé métropolitain, Bordeaux Métropole

Le plan d'action pour un territoire durable à Haute Qualité de Vie de Bordeaux Métropole inclut la mise en œuvre du Contrat local de santé métropolitain ainsi que l'animation d'un Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable.

Le Contrat local de santé (CLS) métropolitain (2014) s'inscrit dans la continuité du CLS municipal de la ville de Bordeaux et de la volonté d'autres communes de s'inscrire dans cette dynamique. Une étude d'opportunité s'est appuyée sur la consultation des 28 communes (représentées par un·e élue·e et un·e technicien·ne) sur les priorités de santé sur leur territoire, l'identification de leurs champs d'actions, et l'intérêt et la capacité à agir de Bordeaux Métropole sur « la qualité de vie, la santé, et le bien être » des habitant·es.

Le plan d'action a été réfléchi et rédigé de manière collective ce qui a permis de légitimer le dispositif, d'impliquer les communes, et de repérer les freins et les leviers d'un CLS métropolitain. Il s'agit de mobiliser les moyens existants pour agir de manière cohérente, de mieux communiquer sur ce qui existe et de le valoriser. Il s'agit d'animation, de coordination, de mutualisation, de structuration de l'offre et d'expérimentation par le biais d'actions pilotes.

Il n'y a pas d'obligation juridique mais bien une volonté politique d'intégrer cette thématique dans les missions de la Métropole. La santé - au sens large - est prise en compte de manière transversale dans les différentes politiques publiques et, de



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

fait, dans les différentes directions et les services qui les composent. Le contrat local de santé métropolitain doit venir en complément et en appui des communes. Il ne s'agit pas de phagocytter l'action des communes. Le CLS métropolitain doit donc être perçu comme un dispositif subsidiaire qui intervient là où il existe des manques. Il n'y a pas d'enjeux financiers forts mais des enjeux de partenariats, à la fois techniques et de ressources.

La santé n'est ni une obligation ni une prérogative, c'est plus une responsabilité sociale.

L'idée de la gouvernance alimentaire est de créer une nouvelle coopération entre les acteurs de l'alimentation et de la transversalité entre les services et administration afin de lever le fonctionnement en sillon.

Désignée ville-pilote en 2014, Bordeaux a bénéficié, aux côtés de la Communauté d'Agglomération du Libournais et du Pays basque, d'un financement pour réfléchir aux modalités nécessaires à l'élaboration d'une politique publique de l'alimentation intégrée à l'échelle de ces trois territoires et de leur région urbaine. Il n'y a pas une compétence « alimentation » : elle est éclatée sur énormément de domaines. L'idée est de voir comment on peut devenir un outil facilitateur pour faire système et essaimer. Un diagnostic territorial et une cartographie des acteurs ont été réalisés afin de faire le lien entre le bassin de consommation et le bassin de production et d'identifier les différences de consommation en milieu urbain et périurbain et les différentes initiatives sur le territoire.

La volonté de créer un nouveau mécanisme de gouvernance de l'action territoriale, qui articule les actions des acteurs publics, privés et de la société civile sur différentes échelles de territoire a alors émergé. C'est ainsi qu'un conseil de gouvernance alimentaire a été créé en 2017, doté d'un plan d'action et d'une charte de gouvernance. Les enjeux de santé et d'accessibilité alimentaires ont été très forts et prioritaires au sein du conseil. C'est pour cela qu'on a été amené à avoir deux démarches dans le même service pour ainsi se dire que les professions médicales et médico-sociales ont leur place au sein de ce travail sur la gouvernance alimentaire. Par exemple sur la qualité : que met-on derrière le terme qualité ? on a besoin de leur appui sur ce volet-là.

Et inversement comme l'alimentation est un déterminant de santé, l'idée c'était aussi de pouvoir faire de la promotion de l'alimentation et que ce soit vu comme un outil pour le CLS. Le constant qu'on fait, c'est que l'alimentation dans le domaine de la santé - comme l'activité physique - reste minime. La gouvernance alimentaire agrandit le champ.

Bordeaux Métropole agit à la fois sur l'accompagnement au changement de comportements, par des stratégies de sensibilisation à l'alimentation saine et durable, et sur des leviers d'action structurels : améliorer la logistique alimentaire, développer les circuits courts et de proximité, lutter contre la précarité alimentaire en agissant sur l'offre, préserver le foncier agricole, utiliser la commande publique comme levier de développement agricole, améliorer le cadre de vie, agir sur la santé publique, etc.



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Contrat local de santé métropolitain et gouvernance alimentaire sont deux démarches qui ne correspondent pas à une compétence réglementaire des intercommunalités, mais permettent malgré tout de mettre en cohérence des compétences existantes : elles concernent des thématiques éminemment transversales qui exigent d'assurer la participation de nombreux acteurs locaux, qu'ils soient publics, privés ou associatifs. Ces champs d'action invitent à expérimenter de nouvelles formes de coopération, avec les communes mais aussi les territoires voisins : l'alimentation est ainsi inscrite dans plusieurs accords de coopération territoriale de Bordeaux Métropole.

En conclusion, les deux dynamiques sont proches parce qu'elles s'inscrivent dans le même cadre d'actions et de services. Certaines actions peuvent être communes, comme la promotion des jardins collectifs et l'alimentation, dans une perspective de sensibilisation mais également d'accompagnement et de nouveaux modèles de solidarité pour améliorer les modes d'approvisionnement des services solidaires.

Concilier valorisation des produits locaux et consommation locale

Marie-Agnès Brandy, chargée de mission Circuits courts /Alimentation, PETR Midi-Quercy

Le PETR Pays Midi-Quercy déploie une politique de développement durable sur son territoire depuis sa création en 2002 et dès 2007, un travail a été mené pour l'insertion de produits bio dans les cantines et la mise en place d'une plateforme d'achats de produits bio en ligne par une association.

Il s'agissait de favoriser le dialogue entre agriculteur·rices et résident·es (Charte du bien vivre ensemble) et de développer des circuits courts locaux alimentaires. Ont suivi, un diagnostic territorial alimentaire, la mise en place d'un signe de reconnaissance territoriale « Produits en Pays Midi-Quercy » et des opérations de mise en lien entre le tourisme et la gastronomie, etc...

En 2015, le PETR du Pays Midi-Quercy a inscrit dans son projet de territoire 2015/2020 la préfiguration et mise en place d'un Projet alimentaire de territoire.

La construction du PAT, labellisé en 2017 par le ministère de l'agriculture, s'est largement appuyée sur ce travail et sur la démarche participative et collaborative mise en place. Il est décliné en 5 axes, principalement autour de la dynamisation de la production agricole locale mais intègre un axe sur la reconnaissance du lien entre alimentation et santé.

La question de l'alimentation, sur le Pays Midi-Quercy, est portée par les différents échelons territoriaux via les compétences octroyées à chacune des collectivités. Si les compétences des communes sont principalement axées sur l'alimentation via les cantines scolaires, les intercommunalités bénéficient de compétences plus larges : assistance aux personnes âgées, développement économique, eau... Ces thématiques peuvent créer un lien stratégique autour de l'alimentation.

Le portage de la thématique alimentaire par les intercommunalités permet par ailleurs de travailler sur un territoire plus large, à l'échelle de bassins de vie et ainsi



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

d'englober les différentes thématiques liées : transports, tourisme, commerces... tout en restant sur un territoire à échelle humaine où il reste possible de développer un tissu relationnel qualitatif entre les différents acteurs et actrices.

Les actions sont coordonnées par les services du PETR et mises en œuvre par les associations locales, les communes et les autres partenaires, avec leurs compétences et moyens spécifiques. Cependant, n'ayant ni budget permettant le subventionnement d'actions, ni budget d'investissement, son action est contrainte par l'adhésion des acteur·rices partenaires qui peuvent déployer les moyens nécessaires à leur concrétisation.

Pilotage et animation

Sur son territoire, seul le Pays Midi-Quercy porte réellement l'animation des dispositifs liés à la question de la santé, via la production et la consommation alimentaires. Un poste est dévolu à cette thématique depuis plusieurs années mais il ne vaut sa pérennisation qu'à la mobilisation d'aides financières extérieures (Région, Europe, DRAAF, ARS, ...).

Le lien avec la thématique de la santé émerge depuis quelques années. Le PETR réfléchit actuellement à la construction d'un CLS.

Échanges et débats

Les échanges entre participant·es ont souligné la pertinence de la thématique de l'alimentation pour fédérer un projet de territoire à une échelle intercommunale et toucher la population et les acteurs et actrices économiques et sociaux.

La restauration scolaire est perçue comme un levier majeur qui facilite la collaboration au sein d'une collectivité, entre collectivités, et avec les institutions. Elle fait l'objet d'un marché public qui, via l'élaboration du cahier des charges, peut fixer des orientations (bio/local/ESS/etc.) et infléchir une filière. Plusieurs exemples ont montré que la création de groupements d'achat permet une meilleure maîtrise et adaptation aux besoins locaux. La question du modèle économique met enfin en lumière des tensions fortes (revenu des producteur·rices / coût pour la collectivité) et interroge la politique économique et sociale de la collectivité.

Les appels à projets - État et institutions - représentent des opportunités pour le financement de l'expertise, de la connaissance et de l'ingénierie de projet, mais induisent une action à court terme et imposent des orientations nationales, ou régionales, pas toujours en phase avec les réalités locales.

Enfin, la question de la « compétition » entre les différentes échelles territoriales a été posée : si l'échelle métropolitaine peut constituer un levier et renforcer la structuration d'une filière, la demande d'une métropole risque de mobiliser à son profit le circuit de la production locale.



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

A retenir

- › Santé et alimentation ne relèvent pas d'une compétence réglementaire des collectivités, mais elles concernent des thématiques éminemment transversales qui exigent la participation de nombreux acteur·rices locaux·ales, publics, privés ou associatifs.
- › CLS, PAT, projet de gouvernance alimentaire... permettent de mettre en cohérence des compétences existantes.
- › Il est possible d'agir à la fois sur des leviers structurels (logistique alimentaire, circuits courts, lutte contre la précarité alimentaire en agissant sur l'offre, préservation du foncier agricole, etc.), sur l'accompagnement au changement de comportements (sensibilisation à l'alimentation saine et durable) et d'utiliser la commande publique comme levier de développement
- › Le portage de la thématique alimentaire par les intercommunalités permet d'élargir le champ d'actions (transports, tourisme, économie, commerces, etc.) tout en restant sur un « bassin de vie » propice au développement de partenariats de qualité entre les différent·es acteur·rices.



RETOUR

SUR...

—

5^È RENCONTRE NATIONALE

« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

Atelier 4/ Concilier les enjeux économiques, sociaux, sanitaires et culturels : pourquoi construire un projet de territoire autour de l'alimentation ?

La France connaît un véritable foisonnement d'initiatives alimentaires locales. Si la société civile est très active, de plus en plus de projets sont portés par des collectivités territoriales qui se saisissent de la question alimentaire et construisent leur projet de développement territorial autour de cet enjeu. Certains vont jusqu'à afficher un objectif d'autosuffisance alimentaire.

Ces démarches interrogent l'ensemble du projet de développement du territoire et posent la question des modalités de production, de transformation et d'accès des aliments à l'échelle locale. Elles questionnent les objectifs de développement économique (et leurs contradictions) et l'articulation - à l'échelle locale - des objectifs de production de matières premières aux enjeux de santé et d'alimentation.

Cet atelier a exploré les marges de manœuvre et les arbitrages politiques des collectivités locales.

La démarche alimentaire de territoire, Gip GPV Rive Droite

Guillaume Chambelland, chef de projet Transition alimentaire, Gip GPV Rive Droite et chercheur associé, CNRS

Le Gip Grand projet de ville Rive Droite (GPV), situé dans la métropole de Bordeaux, s'inscrit dans une démarche alimentaire de territoire. Cette démarche a démarré il y a 2 ans par une étude sur le territoire. Depuis quelques années, un réseau de distribution varié (bio et/ou local) se développe sur les quatre communes du GPV (Bassens, Lormont, Cenon et Floirac). L'étude a permis de se rendre compte de la diversité des acteur·rices et des liens existants entre eux et elles.

Fin 2019, le territoire a été lauréat de deux appels à projet. Le premier porté et cofinancé par la Fondation de France concerne la réalisation d'une recherche-action dont la problématique principale est : en quoi la restauration collective publique peut être un levier d'une transition agricole, écologique et sociale intégrant la problématique de la santé ? Le second appel à projet, « Cantines durables - Territoires engagés », a été initié par la Maison à l'éducation pour une alimentation durable (Méad) de la commune de Mouans-Sartoux. Aux côtés de huit autres collectivités, le territoire du GPV a été accompagné pendant deux ans dans l'élaboration d'un projet alimentaire de territoire au sein duquel les politiques de santé sont intégrées.



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

L'engagement politique

La démarche du GIP s'est orientée et construite autour des questions d'alimentation et de santé publique et environnementale (agro-écologie) afin de créer un réseau d'acteur·rices - par commune - et de mettre en avant les bonnes pratiques (identification des services et des professionnel·les), notamment autour de la restauration collective.

Elle a déjà permis de se rendre compte de la superposition des acteur·rices (local, départemental, etc.) et soulève la question de la collaboration entre partenaires.

De nombreuses démarches alimentaires ont émergé mais elles touchent principalement les populations issues des catégories sociales supérieures, et non pas le cœur de cible des populations en situation précaire.

L'enjeu d'un projet en régie est encore à l'étude. La démarche d'évaluation conduite dans le cadre du projet de recherche et l'étude économique apporteront des éléments complémentaires. A ce stade, seuls 12 hectares sont mobilisés pour réaliser le projet, et l'extension du projet est limitée par la question du foncier, peu de terres étant disponibles (forte présence de vignobles et non convertible en maraîchage).

L'enjeu est d'engager une démarche de veille foncière locale tout en élargissant les potentialités en lien avec les territoires limitrophes. L'accès à une alimentation saine pour toutes et tous et pour l'environnement est l'enjeu de demain pour ce territoire.

Développement d'un projet de santé dans un PAT en Corse du Sud (PETR)

Pascal Miniconi, chargé de mission et animateur territorial, Ireps Corse

L'Ireps a une mission de documentation, d'accompagnement de projets mais aussi des missions d'animation territoriale axée sur les projets locaux de santé via une mission de l'ARS.

Le Pôle d'équilibre territorial et rural du Sartenais Valinco Ornano Taravo (PETR) se situe au Sud d'Ajaccio sur un territoire principalement rural comprenant 46 communes et 2 intercommunalités.

Il est lauréat d'un Projet alimentaire territorial¹¹ « Un piattu in più » dont la philosophie consiste à « prévoir une assiette supplémentaire et renforcer la notion de partage et de solidarité » et développe des actions pour construire une démarche locale de circuits courts. Des groupes de travail ont alors été installés pour construire des schémas adaptés au territoire.

Dans ce contexte, l'Ireps et le PETR déjà partenaires, ont développé un axe santé. Le lien évident entre alimentation et santé a justifié la mise en place d'un groupe de travail sur ce sujet. Il réunit le centre hospitalier territorial, l'ADMR de Corse

¹¹ Rapport d'activité 2018/2019 Projet Alimentaire Territorial « Un piattu in più » - Groupe de travail : « Santé et justice alimentaire territoriale » - Ireps Corse/PETR.



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

du Sud commune, le PETR, une collectivité et l'Éducation nationale. L'Ireps a alors la charge de son animation et encourage la création d'actions de prévention de promotion de la santé sur le territoire, tout en inscrivant une notion de justice sociale.

Le PAT a également pour objectif d'accompagner la structuration de l'offre agricole du territoire et d'en faire un levier économique et ambitionne de rapprocher les acteur·rices (producteur·rice – transformateur·rice – distributeur·rice – acteur·rices public·ques) et de favoriser le développement de projets agro-écologiques et agro-touristiques.

Il est structuré autour de 4 axes de travail :

- Distribution alimentaire territoriale
- Éducation recherche alimentaire
- Santé justice alimentaire territoriale
- Transport alimentaire territoriale

Le PAT a démarré ses travaux en septembre 2018 autour de 3 axes de travail :

- L'alimentation et le lien social

Afin de remettre l'alimentation au cœur des liens sociaux, des repas intergénérationnels ont été mis en place dans des cantines d'école, constitués de produits frais, locaux et de saison, et réunissant des enfants des écoles et les membres d'une association d'aide à domicile, l'ADMR.

- L'alimentation et la santé

La Plateforme d'accompagnement sur les problématiques des maladies chroniques mène un travail de sensibilisation autour de l'alimentation. Elle fait également appel à des éducateurs sportifs pour lier alimentation et activité physique.

- L'animation et la communication

Avec la mise en place d'un projet entre le PNNS et le PETR. Ainsi qu'un travail avec l'Éducation nationale pour voir les marges de manœuvre pour les établissements scolaires de changer l'approvisionnement vers des produits locaux, travail de mise en réseau sans agir dans le projet.

Le PAT s'inscrit dans le Contrat local de santé qui doit permettre d'en assurer le financement au-delà de l'engagement de l'État.

Échanges et débats

L'alimentation est un levier important en termes de sensibilisation et est propice au développement de liens entre les acteurs et actrices du territoire.

La restauration scolaire permet d' « aller vers » les questions de santé et offre de nombreuses opportunités de rencontres et d'échanges entre partenaires. Le



RETOUR SUR...

5^È RENCONTRE NATIONALE
« ALIMENTATION
ET SANTÉ »

dialogue entre les acteur·rices de la restauration collectives et les agriculteur·rices, notamment concernant la question des critères (notamment de qualité) est essentiel et des expériences existent (comme celle portée par le Pôle de compétence régional) pour faire avancer les collectivités vers un approvisionnement en bio dans la restauration collective.

Les marchés publics de la restauration collective peuvent ainsi être des leviers mais dès lors qu'ils sont au niveau européen, il est difficile d'y inclure les circuits courts.

A retenir

- › La restauration scolaire est à la fois un levier et un enjeu majeur.
- › De nombreuses démarches alimentaires ont émergé mais elles touchent principalement les populations issues des catégories sociales supérieures, et non les populations en situation de précarité.
- › Le PAT peut participer à structurer l'offre agricole du territoire et être un levier économique pour le développement de projets agro-écologique et agro touristiques. Il peut faciliter le rapprochement des acteur·rices (producteur·rices - transformateur·rices - distributeur·rices - acteur·rices public·ques).
- › La question du foncier et de l'accès aux terrains agricoles est un frein au développement des projets



Fabrique Territoires Santé est une association tête de réseau nationale, créée en 2011. Elle vise à soutenir le développement des démarches territoriales de santé (Ateliers santé ville, contrats locaux de santé, conseils locaux de santé mentale, etc.) et se veut « plateforme de ressources » pour les acteurs et actrices de ces démarches.

Nous contacter :

contact@fabrique-territoires-sante.org

www.fabrique-territoires-sante.org

Réalisé avec le soutien de :



AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

